

BANQUE DE MONTRÉAL



NOTICE ANNUELLE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2021

Le 3 décembre 2021

	Notice annuelle	États financiers de 2021 ¹⁾	Rapport de gestion de 2021 ¹⁾
NOTES EXPLICATIVES ET MISES EN GARDE.....	2		
<i>Mise en garde concernant les déclarations prospectives.....</i>	<i>2</i>		19
STRUCTURE DE L'ENTREPRISE	3	Note 26	
DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ.....	3		20, 38-57
Historique de l'entreprise sur les trois derniers exercices.....	3		
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ.....	3		
Activité.....	3	Note 25	20, 38-57
Supervision et réglementation au Canada.....	4		66-68, 76-77, 109-110
Supervision et réglementation aux États-Unis.....	4		66-68, 76-77, 109-110
Supervision et réglementation internationales.....	5		66-68, 76-77, 109-110
Concurrence.....	5		
Questions d'ordre environnemental et social, et gouvernance.....	7		75-76, 111-113
Facteurs de risque.....	7		74-113
DIVIDENDES	7		71-72
DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL.....	7	Notes 16 et 19	67-72
Description des actions ordinaires.....	7	Note 16	
Description des actions privilégiées.....	7	Note 16	
Certaines modalités des actions privilégiées de catégorie A en tant que catégorie.....	8	Note 16	
Certaines modalités des actions privilégiées de catégorie B en tant que catégorie.....	8		
Description d'autres instruments de capitaux propres – billets de fonds propres subordonnés.....	9	Note 16	
Certaines dispositions des billets de fonds propres subordonnés.....	9		
Description d'autres instruments de capitaux propres – billets avec remboursement de capital à recours limité.....	9	Note 16	
Certaines dispositions des billets avec remboursement de capital à recours limité.....	10		
Restrictions applicables aux actions de la Banque en vertu de la Loi sur les banques....	11		
Notation.....	11	Note 8	
MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	12		
Cours et volume des opérations.....	12		
Placements antérieurs.....	12	Notes 15 et 16	64-65
TITRES ENTIÈRES ET TITRES ASSUJETTIS À UNE RESTRICTION CONTRACTUELLE À LA LIBRE CESSIION	13		
ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS.....	13		
Conseil d'administration.....	13		
Membres des comités du Conseil.....	14		
Membres de la haute direction.....	14		
Actions détenues par les administrateurs et les membres de la haute direction.....	14		
Information supplémentaire au sujet des administrateurs et des membres de la haute direction.....	14		
POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI.....	15	Note 24	
AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES.....	15		
INTÉRÊTS DES EXPERTS	15		
INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT ET DE RÉVISION.....	15		
Composition du comité d'audit et de révision.....	15		
Honoraires des auditeurs des actionnaires et politiques et procédures d'approbation préalable.....	16		120
INFORMATION COMPLÉMENTAIRE.....	16		
ANNEXE I : BANQUE DE MONTRÉAL CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT ET DE RÉVISION	I-1		
ANNEXE II : CATÉGORIES D'ÉVALUATION	II-1		

¹⁾ Comme il est indiqué, des parties des états financiers consolidés (les « états financiers de 2021 ») et du rapport de gestion (le « rapport de gestion de 2021 ») de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 sont intégrées dans la présente notice annuelle par renvoi. Les états financiers de 2021 et le rapport de gestion de 2021 peuvent être consultés sur SEDAR (www.sedar.com).

NOTES EXPLICATIVES ET MISES EN GARDE

Sauf indication express contraire dans la présente notice annuelle :

- toutes les sommes sont libellées en dollars canadiens;
- « BMO Groupe financier », la « Banque », « BMO », « nous », « notre » ou « nos » désignent la Banque de Montréal et, selon le cas, ses filiales;
- les renseignements sont présentés au 31 octobre 2021.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières canadiennes ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act of 1995 et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives qui figurent dans le présent document peuvent comprendre, outre des déclarations de notre direction, des énoncés portant sur nos objectifs et priorités pour l'exercice 2022 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles et engagements (notamment à l'égard de la carboneutralité), les attentes concernant notre situation financière, notre assise financière ou le cours de nos actions, le cadre de réglementation dans lequel nous exerçons nos activités, les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et internationale, ainsi que la pandémie de COVID-19. On reconnaît généralement les déclarations prospectives à l'utilisation de termes ou expressions comme « croire », « prévoir », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « pouvoir », « objectif », « engagement » ou « cible », ou à l'utilisation d'une variante négative ou grammaticale de ces termes ou expressions, ou encore à l'utilisation du futur ou du conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses par nous et comportent des risques et des incertitudes tant généraux que spécifiques. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croître le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives, étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et peuvent avoir des effets difficiles à prévoir.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous exerçons des activités, y compris les enjeux liés au travail; la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19, tout comme l'éclosion possible d'autres maladies, leur incidence sur les économies locales, nationales ou internationales et leur aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs; la sécurité de l'information, la protection de la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace de violation de données, de piratage informatique, de vol d'identité et d'espionnage industriel, ainsi que la possibilité de déni de service résultant d'efforts visant à causer des pannes de système et à perturber le service; la réforme des taux de référence; les changements technologiques et la résilience technologique; la situation politique, y compris les changements touchant les questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci; les risques liés aux changements climatiques et les autres risques environnementaux et sociaux; le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers; les pressions inflationnistes; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale; les changements de politique monétaire, fiscale ou économique; les changements de législation, notamment les changements touchant la législation fiscale et son interprétation, ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement; la faiblesse, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers ou du crédit; l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous sommes présents; les procédures judiciaires ou démarches réglementaires; l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos parties contractantes; le fait pour des tiers de ne pas se conformer à leurs obligations envers nous; notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de réaliser nos projets d'acquisition ou de cession, y compris d'obtenir l'approbation des autorités de réglementation; les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications apportées aux normes et règles comptables ainsi qu'à l'interprétation donnée à ces estimations; les risques opérationnels et infrastructurels, y compris la dépendance envers des tiers; les modifications apportées à nos notes de crédit; les activités des marchés financiers internationaux; les répercussions éventuelles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités; les répercussions de désastres naturels et de perturbations des infrastructures publiques, telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau; et notre capacité de prévoir et de gérer efficacement les risques découlant de tous les facteurs précités.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, se reporter à la section « Risques pouvant influencer sur les résultats futurs », ainsi qu'aux sections sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation, à la section « Gestion globale des risques » du rapport de gestion de 2021, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite, qui présentent toute l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et risques clés, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document ou qui y est intégrée par renvoi est présentée dans le but d'aider les actionnaires et analystes à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos objectifs et nos priorités stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les déclarations prospectives qui figurent dans le présent document ou qui y sont intégrées par renvoi sont présentées à la section « Évolution de la situation économique et perspectives » du rapport de gestion de 2021, ainsi qu'à la section « Provision pour pertes sur créances » du rapport de gestion de 2021, dans chaque cas, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lorsque nous établissons nos priorités et objectifs stratégiques et les perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer les prévisions en matière de croissance économique, nous tenons compte principalement des données économiques historiques, des liens passés entre les variables économiques et financières, des changements de politiques gouvernementales, ainsi que des risques pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale.

STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

La Banque de Montréal a été fondée à Montréal en 1817; sa constitution remonte à 1821, année où le Parlement du Bas-Canada vota la loi lui conférant le statut de première banque à charte canadienne. Depuis 1871, elle revêt le statut de banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) (la Loi sur les banques) et figure à l'annexe I de la Loi sur les banques. La Loi sur les banques constitue la charte de la Banque et régit son exploitation.

Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1L6 et ses bureaux de la haute direction sont situés au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, Toronto (Ontario) M5X 1A1.

La Banque de Montréal utilise la marque « BMO Groupe financier » pour désigner les sociétés membres de son organisation. Les liens entre la Banque de Montréal et ses filiales importantes sont énumérés à la note 26 des états financiers de 2021, note que la Banque intègre aux présentes par renvoi. Ces filiales sont constituées ou organisées sous le régime des lois de l'État ou du pays où est situé leur bureau principal, sauf BMO Financial Corp., BMO Asset Management Corp., BMO Capital Markets Corp., BMO Harris Financing, Inc. et BMO Family Office, LLC, qui sont constituées en vertu des lois du Delaware, aux États-Unis, BMO Asset Management (Holdings) plc¹ qui est constituée en vertu des lois de l'Écosse, et BMO Harris Investment Company LLC, qui est constituée en vertu des lois de l'État du Nevada, aux États-Unis.

¹Cette filiale a fait partie de la vente de nos activités de gestion d'actifs EMOA conclue le 8 novembre 2021.

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

Historique de l'entreprise sur les trois derniers exercices

Au 31 octobre 2021, BMO occupait le huitième rang des banques en Amérique du Nord d'après l'actif.

Le 10 octobre 2018, BMO a annoncé la nomination de Patrick Cronin à titre de chef – Gestion globale des risques, BMO Groupe financier et de Dan Barclay à titre de chef – BMO Marchés des capitaux. Chacune de ces nominations a pris effet le 1^{er} novembre 2018.

Le 1^{er} novembre 2019, BMO a annoncé son intention de nommer George A. Cope comme président du conseil de la Banque de Montréal. Cette nomination a pris effet après sa réélection comme administrateur indépendant de la Banque à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque qui a eu lieu le 31 mars 2020.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2021, Tayfun Tuzun a été nommé chef des finances et Tom Flynn, vice-président du conseil. Aussi avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2021, Sharon Haward-Laird a été nommée conseillère générale du chef de la direction et, Simon Fish, conseiller spécial du chef de la direction.

Le 28 octobre 2021, BMO a annoncé la nomination de Deland Kamanga, à titre de chef – BMO Gestion de patrimoine, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2021.

BMO a eu des programmes de rachat d'actions ordinaires pendant plusieurs années. Le programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2019-2020 a expiré le 2 juin 2020. Le 25 février 2020, BMO a annoncé son intention, sous réserve de l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF) et de la Bourse de Toronto, de lancer une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui permettrait à BMO de racheter aux fins d'annulation jusqu'à concurrence de 12 millions d'actions ordinaires sur une période de 12 mois qui commencerait vers le 3 juin 2020. Le processus de renouvellement a été suspendu compte tenu des attentes du BSIF voulant que les institutions financières sous réglementation fédérale n'entreprenne aucun rachat d'actions ordinaires du 13 mars 2020 au 4 novembre 2021. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2019, nous avons racheté et annulé un million de nos actions ordinaires dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2020 et 2021, la Banque n'a racheté aucune de ses actions ordinaires aux fins d'annulation.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur l'expansion générale des activités de BMO et sur ses stratégies pour l'exercice à venir aux pages 20 et 38 à 57 du rapport de gestion de 2021, pages que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

La présente rubrique qui porte sur l'historique de l'entreprise sur les trois derniers exercices contient des déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les déclarations prospectives » qui figure aux pages 2 et 3.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Activité

BMO Groupe financier offre des services financiers très diversifiés partout en Amérique du Nord. BMO fournit, directement et par l'entremise de bureaux, de succursales et de filiales au Canada et à l'étranger, une gamme étendue de services et de produits. Au 31 octobre 2021, BMO comptait plus de 12 millions de clients et environ 44 000 employés équivalents temps plein. Par ailleurs, la Banque compte environ 1 400 succursales et plus de 4 800 guichets automatiques, ainsi que des plateformes de services bancaires numériques en ligne et mobiles, au Canada et aux États-Unis. Elle est présente sur les principaux marchés des capitaux et dans les principales zones commerciales du monde par l'intermédiaire de ses bureaux dans de nombreux territoires autour du globe. BMO Financial Corp. (BFC), filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal, possède son siège social à Chicago. BFC exerce principalement ses activités bancaires par l'intermédiaire de sa filiale, BMO Harris Bank N.A. (BHB), qui offre des services bancaires, de financement, de placement et de gestion de la trésorerie aux États-Unis. BMO met à la disposition de ses clients un éventail complet de services de courtage en valeurs mobilières par l'entremise d'entités, notamment BMO Nesbitt Burns Inc., important courtier en valeurs mobilières canadien pleinement intégré, et BMO Capital Markets Corp., courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis appartenant en propriété exclusive à la Banque de Montréal.

BMO exerce ses activités par l'entremise de trois principaux groupes d'exploitation : les Services bancaires Particuliers et entreprises (« PE »), qui englobent PE Canada et PE États-Unis; BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux. L'unité des services bancaires aux particuliers de PE offre à ses clients une vaste gamme de produits et de services financiers, y compris des services de dépôt et de prêt, de même que des conseils en matière de services financiers et de placement courants, par l'entremise d'un réseau de succursales, des Centres contact clientèle spécialisés, des plateformes de services bancaires numériques et des guichets automatiques. L'unité des services bancaires aux entreprises de PE fournit des services à des clients au Canada et aux États-Unis, proposant une gamme complète de produits et de services bancaires aux entreprises, y compris de multiples options de financement et de solutions de trésorerie et de paiement, ainsi que des produits de

gestion des risques. Ses employés sont des conseillers et des partenaires de confiance pour les clients auxquels ils offrent une expertise sectorielle et une présence locale. PE Canada exploite des succursales au Canada, tandis que PE États-Unis exploite des succursales principalement dans huit États (Illinois, Wisconsin, Missouri, Indiana, Minnesota, Kansas, Arizona et Floride) sous la marque BMO Harris. De plus, l'unité des services bancaires aux entreprises offre des services ciblés à l'échelle nationale dans des secteurs spécialisés clés et possède des bureaux dans certains marchés régionaux. BMO Gestion de patrimoine offre des services à une grande variété de clients, qu'il s'agisse de particuliers, de familles, de propriétaires d'entreprises ou d'institutions. Elle fournit une gamme étendue de produits et de services de gestion d'actifs, de gestion du patrimoine et d'assurance conçus pour aider les clients à planifier la croissance, la protection et le transfert de leur patrimoine. Les activités de gestion d'actifs visent à faire une différence pour les clients en mettant à leur disposition des solutions novatrices. BMO Marchés des capitaux est un fournisseur de services financiers établi en Amérique du Nord qui offre une gamme complète de produits et de services à des sociétés, à des institutions et à des gouvernements, notamment des services de placement dans des titres de capitaux propres et des titres de créance et des services bancaires aux entreprises, ainsi que des solutions de vente et de négociation sur les marchés mondiaux. Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles ainsi que Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'ensemble de l'organisation une expertise, des services de gouvernance et un soutien dans divers domaines tels que la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le respect des lois et de la réglementation, les ressources humaines, les communications, le marketing, l'immobilier et l'approvisionnement. T&O met au point, supervise et gère les technologies de l'information, y compris les données et les analyses, en assure la gouvernance, et fournit des services de cybersécurité et d'exploitation.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur les activités de BMO aux pages 20 et 38 à 57 du rapport de gestion de 2021 de même qu'à la note 25 afférente aux états financiers de 2021. La Banque intègre ces pages et cette note aux présentes par renvoi.

La présente rubrique qui porte sur l'activité contient des déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les déclarations prospectives » qui figure aux pages 2 et 3.

Supervision et réglementation au Canada

Les activités de la Banque de Montréal au Canada sont régies par la Loi sur les banques.

Aux termes de la Loi sur les banques, une banque peut exercer ses activités bancaires habituelles ainsi que des activités supplémentaires comme des services immobiliers et divers services de technologie financière et d'information. Des restrictions s'appliquent aux banques qui exercent certaines activités, notamment les activités fiduciaires, la négociation de valeurs mobilières, les activités d'assurance et le crédit-bail mobilier. Par exemple, à l'exception des types d'assurance autorisés, une banque ne peut offrir des produits d'assurance par l'intermédiaire de son réseau de succursales ou sur son site Web.

La Loi sur les banques confère aux banques de vastes pouvoirs en matière de placement dans les titres d'autres entreprises ou entités, mais impose des restrictions relativement aux intérêts de groupe financier. Aux termes de la Loi sur les banques, une banque a généralement un intérêt de groupe financier dans une personne morale lorsque 1) la banque et les entités qu'elle contrôle détiennent la propriété effective de plus de 10 % des actions avec droit de vote de cette personne morale ou que 2) la banque et les entités qu'elle contrôle détiennent la propriété effective de plus de 25 % de l'avoir des actionnaires de cette personne morale. Une banque est autorisée à détenir un intérêt de groupe financier dans des entités qui satisfont aux exigences à cet égard dont il est question à la partie IX de la Loi sur les banques. Dans certaines circonstances, le ministre des Finances ou le Surintendant des institutions financières du Canada (le Surintendant) doit approuver préalablement le placement d'une banque.

L'administration de la Loi sur les banques est du ressort du Surintendant, qui relève du ministre des Finances. Le Surintendant définit les normes de présentation de l'information financière applicables aux banques. Il doit également effectuer un examen annuel de chaque banque pour s'assurer qu'elle se conforme à la Loi sur les banques et est en bonne posture financière. Il remet le rapport de son examen au ministre des Finances.

Les filiales fiduciaires ainsi que de prêt et d'assurance canadiennes de la Banque sont des institutions financières régies par le gouvernement fédéral et assujetties à la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada) et à la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada), respectivement, et sont régies par les lois provinciales quant à leurs activités dans les provinces. La Banque et ses filiales fiduciaires ainsi que de prêt et d'assurance canadiennes sont aussi assujetties à la réglementation de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (l'ACFC). L'ACFC veille au respect des dispositions en matière de consommation des lois fédérales qui régissent les institutions financières. Certaines activités de la Banque et de ses filiales agissant à titre de courtiers, de preneurs fermes, de conseillers et de gestionnaires de fonds d'investissement sont régies au Canada en vertu des lois en valeurs mobilières provinciales et, dans certains cas, par un organisme d'autorégulation (l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières ou l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels).

En vertu des pouvoirs de règlement des banques canadiennes, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la SADC) peut, dans certaines circonstances, si la Banque a cessé d'être viable, ou est sur le point de ne plus l'être, prendre temporairement le contrôle ou la propriété de la Banque et être investie de vastes pouvoirs par un ou plusieurs décrets du gouverneur en conseil du Canada, y compris le pouvoir de vendre ou d'aliéner la totalité ou une partie des actifs de la Banque et le pouvoir de procéder ou de faire en sorte que la Banque procède à une opération ou à une série d'opérations visant à restructurer l'activité de la Banque. Dans le cadre des pouvoirs de règlement des banques canadiennes, certaines dispositions de la Loi sur les banques, de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (Loi sur la SADC) et de certaines autres lois fédérales canadiennes se rapportant aux banques, ainsi que des règlements pris en application de ces lois (collectivement, le régime de recapitalisation interne) prévoient un régime de recapitalisation interne des banques applicable aux banques désignées par le Surintendant à titre de banques d'importance systémique nationale. Depuis le 23 septembre 2018, en vertu du régime de recapitalisation interne, sous réserve de la publication d'un décret du gouverneur en conseil du Canada, la SADC peut, après avoir pris temporairement le contrôle ou la propriété de la Banque, entre autres mesures, procéder à une conversion, en convertissant ou en faisant en sorte que la Banque convertisse, en totalité ou en partie, dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations et en une ou plusieurs étapes, les actions et les passifs de la Banque qui sont assujettis au régime de recapitalisation interne en actions ordinaires de la Banque ou d'un membre de son groupe. Pour une description plus détaillée des pouvoirs de règlement des banques canadiennes et des facteurs de risque associés à certains passifs de la Banque, se reporter à https://www.bmo.com/fr/files/F18%20Files/Bail_In_TLAC_Disclosure.pdf. L'information qui figure sur le site Web de la Banque ne fait pas partie de la présente notice annuelle.

Des renseignements supplémentaires au sujet de la supervision et de la réglementation au Canada sont fournis aux sections « Gestion globale du capital – Exigences en matière de fonds propres réglementaires » et « Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires » qui figurent aux pages 66 à 68, à la section « Risques pouvant influencer sur les résultats futurs – Exigences réglementaires » qui figure aux pages 76 et 77, et à la section « Risque juridique et réglementaire » qui figure aux pages 109 et 110 du rapport de gestion de 2021, pages que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

Supervision et réglementation aux États-Unis

Aux États-Unis, les activités de la Banque de Montréal et de ses filiales sont supervisées, réglementées et examinées par les autorités de réglementation et autorités gouvernementales fédérales et étatiques. En tant que banque étrangère, la Banque de Montréal est également assujettie à divers règlements et lois américains, dont les lois américaines intitulées *International Banking Act of 1978* et *Bank Holding Company Act of 1956* et les règlements connexes. L'exploitation des succursales et des bureaux de la Banque de Montréal aux États-Unis est encadrée par le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis, y compris des banques de la

Réserve fédérale (la « Réserve fédérale »), et par les autorités de réglementation du secteur bancaire des États. Les filiales de courtage sont régies par la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « SEC »), la Financial Industry Regulatory Authority et les autorités en valeurs mobilières dans chacun des États visés. La SEC et les autorités en valeurs mobilières des États réglementent les filiales qui sont des conseillers en placement inscrits.

Aux États-Unis, la Banque de Montréal et ses filiales possèdent deux institutions de dépôt assurées par la Federal Deposit Insurance Corporation (la FDIC), soit BHB et BMO Harris Central N.A. (BHC). BHB fournit des services bancaires ainsi que des services de financement, d'investissement et de gestion de trésorerie principalement dans le Midwest américain. BHC fournit des services de gestion de trésorerie restreints. Elles sont soumises à l'examen de l'Office of the Comptroller of the Currency (l'« OCC »). La Réserve fédérale doit généralement approuver l'acquisition a) de plus de 5 % des actions avec droit de vote, b) d'une participation majoritaire ou c) de la totalité (ou de la quasi-totalité) de l'actif d'une société de portefeuille bancaire, d'une banque ou d'une caisse d'épargne.

La Banque est également assujettie à la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la Loi Dodd-Frank). Les réformes de la Loi Dodd-Frank comprennent une protection accrue pour les consommateurs, la modification de la réglementation relative aux marchés des produits dérivés hors cote, l'imposition de restrictions sur les opérations que les banques effectuent pour leur compte ainsi que sur la propriété et le parrainage de fonds d'investissement privés par les banques et les membres de leur groupe (la règle Volcker), le resserrement des normes prudentielles et l'application plus générale d'exigences concernant le levier financier et le capital pondéré en fonction des risques.

La règle du conseil de la Réserve fédérale visant à resserrer la supervision et la réglementation des organisations bancaires étrangères (la Règle) a mis en œuvre les normes prudentielles renforcées de la Loi Dodd-Frank pour les activités américaines des banques qui ne sont pas américaines telle que BMO. La Règle a établi de nouvelles exigences concernant la structure des sociétés de portefeuille intermédiaires, les normes de fonds propres axés sur le risque et les exigences pour ratio de levier, les normes des tests de résistance des fonds propres et les cadres de gestion et de gouvernance du risque, de gestion du risque de liquidité et des tests de résistance des liquidités aux États-Unis. La Banque a attesté sa conformité à la Règle. En mai 2018, le Congrès américain a adopté la loi intitulée *Economic Growth, Regulatory Relief and Consumer Protection Act* (la Loi EGRRCPC), qui réforme la Loi Dodd-Frank, notamment en haussant le seuil du montant total des actifs consolidés en vertu des normes prudentielles renforcées, qui est passé de 50 milliards de dollars américains à 250 milliards de dollars américains. En octobre 2019, la Réserve fédérale a publié des règles définitives qui modifient les exigences relatives au capital et à la liquidité et les limites de crédit ayant trait à une contrepartie unique, et qui resserrent les normes prudentielles concernant les sociétés de portefeuille bancaires et les organisations bancaires étrangères.

L'OCC a publié des lignes directrices qui resserrent les normes applicables aux grandes banques nationales dont l'actif consolidé total moyen s'établit à au moins 50 milliards de dollars américains, dont BHB. Ces lignes directrices énoncent les normes minimales relatives à la conception et à la mise en œuvre du cadre de gouvernance des risques d'une banque ainsi que les normes minimales relatives à la surveillance de ce cadre par le conseil d'administration d'une banque. Le cadre doit faire en sorte que le profil de risque de la Banque puisse facilement être distingué et séparé de celui de sa société mère aux fins de gestion des risques. Il incombe au conseil d'administration d'une banque de surveiller de façon éclairée et de contester de façon crédible la gestion des risques, les recommandations et les décisions de la direction. Nous respectons ces lignes directrices.

Des renseignements supplémentaires au sujet de la supervision et de la réglementation aux États-Unis sont fournis aux sections « Gestion globale du capital - Exigences en matière de fonds propres réglementaires », « - Évolution de la réglementation en matière de fonds propres » et « - Analyse des fonds propres réglementaires » qui figurent aux pages 66 à 68, à la section « Risques pouvant influencer sur les résultats futurs - Exigences réglementaires » qui figure aux pages 76 et 77 et à la section « Risque juridique et réglementaire » qui figure aux pages 109 et 110 du rapport de gestion de 2021, pages que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

La présente rubrique qui porte sur la supervision et la réglementation aux États-Unis contient des déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les déclarations prospectives » qui figure aux pages 2 et 3.

Supervision et réglementation internationales

À l'extérieur du Canada et des États-Unis, chaque succursale, agence et filiale de la Banque de Montréal doit se conformer à la réglementation du pays ou du territoire dans lequel elle exerce ses activités. Cela comprend les règles en matière de fonds propres et de liquidités ainsi que les règles prudentielles du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire généralement (Bâle III) ou des variations locales de ces règles qui visent à resserrer les cadres instaurés à l'égard des fonds propres et des liquidités du secteur bancaire. Depuis le premier trimestre de 2013, les exigences en matière de fonds propres réglementaires applicables à la Banque de Montréal sont établies en fonction de Bâle III. Des renseignements supplémentaires sur la supervision et la réglementation internationales sont fournis aux sections « Gestion globale du capital - Exigences en matière de fonds propres réglementaires », « - Ratios de fonds propres réglementaires et de la capacité totale d'absorption des pertes », « - Composantes des fonds propres réglementaires et de la capacité totale d'absorption des pertes » et « - Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires » qui figurent aux pages 66 à 68, à la section « Risques pouvant influencer sur les résultats futurs - Exigences réglementaires » qui figure aux pages 76 et 77, et à la section « Risque juridique et réglementaire » qui figure aux pages 109 et 110 du rapport de gestion de 2021, pages que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

Concurrence

Le secteur des services financiers au Canada est très concurrentiel. Il comprend 35 banques canadiennes et 48 filiales et succursales, notamment des succursales de prêt, de banques étrangères ainsi qu'une multitude de sociétés de fiducie, de caisses de crédit, de maisons de courtage en ligne et de courtage traditionnel, de courtiers en valeurs, de sociétés d'assurance-vie et d'assurances multirisques, de courtiers en épargne collective ainsi que de grandes institutions financières spécialisées. La Banque de Montréal fait sous une forme ou une autre concurrence à la plupart de ces sociétés dans ses différents secteurs d'activité. Toutefois, la gamme de services de la Banque se compare plus directement à celle des cinq autres grandes banques canadiennes qui constituent des concurrents dans presque tous les secteurs d'activités et marchés de la Banque au Canada. La Banque de Montréal occupait le 4^e rang des banques à charte canadiennes en fonction de l'actif, des capitaux propres et de la capitalisation boursière au 31 octobre 2021. En Amérique du Nord, la Banque occupe le 8^e rang des banques en fonction de l'actif et le 11^e rang en fonction des capitaux propres et de la capitalisation boursière au 31 octobre 2021. BMO est la deuxième banque canadienne en importance selon les succursales de détail au Canada et aux États-Unis et compte parmi les dix premiers prêteurs commerciaux en Amérique du Nord.

Le secteur des services financiers continue d'exercer ses activités dans un environnement en pleine évolution où la concurrence est très forte. Les six grandes banques jouent un rôle important dans le système bancaire canadien, car chacune d'elles est dotée d'un vaste réseau de succursales en évolution au Canada, auquel s'ajoutent les guichets automatiques, les Centres de contact clientèle spécialisés et les plateformes numériques. Le secteur est considéré comme parvenu à maturité, celui-ci connaissant une croissance modérée qui est appuyée par l'accent général mis sur la productivité et l'investissement continu dans les infrastructures et les technologies. Même si les grandes banques offrent des produits et services semblables, elles essaient de se démarquer de la concurrence par leurs produits, leurs barèmes de tarification, leurs modèles de service et leurs capacités numériques, ainsi qu'en concluant des partenariats et des alliances dans le but de bénéficier d'un avantage stratégique et de rehausser l'expérience client. L'accroissement de la concurrence transparaît aussi dans les moyens déployés pour réaliser des économies d'échelle et des gains d'exploitation.

L'économie mondiale se relève encore de la pandémie de COVID-19 qui a posé des défis supplémentaires importants à un environnement en pleine évolution où la concurrence est déjà très forte. La pandémie a également continué d'accentuer des tendances dans le secteur, y compris l'adoption de services numériques par des

clients des différentes unités, un besoin croissant de produits novateurs et une pression à la baisse sur les frais. Les concurrents traditionnels continuent d'agrandir leurs équipes de conseillers en vente et d'élargir leurs gammes de produits qui leur permettent de fournir de nouveaux services et de se concentrer plus efficacement sur une meilleure expérience client, tandis que les concurrents non traditionnels ont continué de prendre de l'essor dans certains secteurs bancaires, qui sont parfois assujettis à moins d'exigences et de surveillance d'ordre réglementaire, et ils resserrent leurs liens avec les banques afin d'améliorer leurs produits et d'accroître leur clientèle. Les concurrents traditionnels continuent donc d'investir dans des capacités et des plateformes numériques dont la fiabilité et la résilience opérationnelles sont très élevées, plus particulièrement pour les services essentiels à l'entreprise. Cela comprend tirer parti des offres de services numériques en vue de répondre aux besoins et objectifs changeants des clients, raffiner la prise de décisions en matière de crédit ainsi qu'améliorer l'intelligence artificielle (IA) et les capacités liées aux données et à l'analyse pour apporter de nouvelles solutions sur le marché, tout en réduisant les coûts, en rationalisant les processus et en améliorant l'efficacité des opérations. L'adoption accélérée de solutions infonuagiques et le renforcement des partenariats de prestation de services infonuagiques procurent à la Banque la souplesse nécessaire pour s'adapter au contexte numérique élargi et au télétravail. L'Unité Crime Financier (UCF) de BMO a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la stratégie d'atténuation des risques qui a été déployée pour contrer l'augmentation des cybermenaces et continue de développer ses capacités pour réagir aux menaces plus lourdes en mutation. Par ailleurs, suivre le rythme affiché par de nouveaux concurrents positionnés différemment pourrait forcer la Banque et les décideurs politiques, à poursuivre une adaptation accélérée. Le contexte concurrentiel et l'évolution des préférences des clients continueront aussi d'exercer des pressions sur les frais des produits et des services.

La Banque continuera de se concentrer sur les éléments suivants : obtenir des résultats de calibre mondial en matière de croissance et de fidélisation de la clientèle; implanter une culture de réussite qui repose sur une action concertée, le pouvoir d'agir et la reconnaissance; mettre en place des capacités numériques visant à augmenter la vitesse, la performance et les économies d'échelle; simplifier le travail et éliminer la complexité; améliorer la gestion des risques et le rendement en matière de capitaux.

Le groupe PE Canada de BMO compte parmi les cinq meilleurs au Canada dans toutes les gammes de produits de base. Il fournit une vaste gamme de produits et services liés aux prêts, aux dépôts et à la gestion de trésorerie à huit millions de clients et continue d'axer ses efforts sur la fidélisation de la clientèle afin de générer une croissance dans un environnement concurrentiel ainsi que d'accroître les compétences numériques visant à rehausser l'expérience client. Les Services bancaires aux particuliers offrent une vaste gamme de produits et de services, notamment des comptes de chèques et d'épargne, des cartes de crédit, des prêts hypothécaires, des prêts personnels, des prêts aux petites entreprises, de même que des conseils en matière de services financiers et de placement courants. Les employés de la Banque ont pour objectif d'offrir un service exceptionnel à tous nos clients et à chacune de leurs interactions avec eux, et de les aider à réaliser des progrès financiers réels.

Les services bancaires commerciaux primés de PE Canada¹⁾ ont une solide position concurrentielle dans le domaine des prêts commerciaux puisqu'ils occupent le deuxième rang de ce marché pour les prêts aux entreprises allant jusqu'à 25 millions de dollars. Les Services bancaires aux entreprises offrent aux clients un large éventail de produits et de services axés sur ce segment de marché, notamment des comptes de dépôt d'entreprise, de cartes de crédit d'entreprise, des prêts aux entreprises et des prêts hypothécaires aux entreprises, des solutions de gestion de trésorerie, des services de change de même que des programmes bancaires spécialisés. Les employés des services aux entreprises de la Banque travaillent en collaboration avec les clients pour les aider à accroître leur volume d'affaires et à gérer leurs activités commerciales.

Au Canada, BMO Gestion de patrimoine fait concurrence aux banques, aux sociétés d'assurance, aux sociétés de fiducie, aux banques privées mondiales, aux cabinets de conseils en placement et aux sociétés de fonds communs de placement nationaux. Les activités canadiennes de BMO Gestion de patrimoine jouissent d'une forte reconnaissance de la marque et détiennent une part de marché importante. BMO Gestion privée fournit des services complets de conseils en matière de placement et de gestion du patrimoine à des clients à valeur nette élevée et très élevée, ainsi que des services bancaires aux particuliers primés²⁾ en tirant parti de la planification financière individualisée et de solutions axées sur les conseils. BMO Ligne d'action offre un éventail de services de placement numériques qui livrent efficacement concurrence aux courtages en ligne et aux fournisseurs de conseils numériques. BMO Assurance fait concurrence à des sociétés d'assurance canadiennes et fournit des produits d'assurance-vie et de rente individuelles, ainsi que des solutions d'atténuation des risques liés aux régimes de retraite. Aux États-Unis, BMO Gestion de patrimoine œuvre principalement dans les secteurs de la gestion de patrimoine personnel et des services-conseils, et a une présence stratégique dans les États de l'Illinois et du Wisconsin et dans certains marchés américains de gestion de patrimoine caractérisés par une forte croissance. BMO Gestion mondiale d'actifs fournit des services de gestion de placements aux investisseurs institutionnels et de détail ainsi qu'aux investisseurs à valeur nette élevée et offre une gamme de solutions et de stratégies novatrices axées sur client afin d'aider les clients à atteindre leurs objectifs de placement.

BMO Marchés des capitaux œuvre dans un contexte hautement concurrentiel et doit affronter une gamme variée de concurrents. Comptant à son service quelque 2 600 spécialistes répartis dans 32 succursales à l'échelle mondiale, dont 18 bureaux en Amérique du Nord, BMO Marchés des capitaux travaille de façon proactive avec ses clients et vise à devenir leur partenaire financier de choix en les faisant profiter des compétences de ses spécialistes, en leur offrant des solutions novatrices et en leur fournissant les capitaux dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs. Le succès de BMO Marchés des capitaux est fondé sur des activités sur les marchés des capitaux Nord-américains axées sur les clients et hautement intégrées, une plateforme et des activités diversifiées sur les plans des secteurs, de la géographie, des produits et des devises. Cela inclut des activités américaines solides, évolutives et pertinentes ainsi que des pratiques rigoureuses en matière de gestion des risques et de respect de la réglementation.

Les principales succursales de notre groupe PE États-Unis sont situées dans huit États (Illinois, Wisconsin, Missouri, Indiana, Minnesota, Kansas, Arizona et Floride). De plus, les services bancaires aux entreprises offrent des services ciblés à l'échelle nationale dans des secteurs spécialisés clés et possèdent des bureaux dans certains marchés régionaux, tandis que la plateforme de services bancaires numériques aux particuliers offre nos produits et services financiers à l'échelle nationale. Bien qu'elle soit encore sous le coup de la pandémie de COVID-19, l'économie des États-Unis a commencé à se redresser durant l'exercice 2021, reprenant de la vigueur à mesure que les restrictions sanitaires étaient graduellement levées. Les particuliers et les entreprises ont continué d'accumuler des épargnes, aidés par les programmes de soutien gouvernementaux et les taux d'emploi à la hausse. Les emprunts ont continué de stagner en raison des soldes de trésorerie élevés qui ont continué d'intensifier la croissance des dépôts et entraîné le ralentissement de la croissance des prêts. L'économie devrait croître à un rythme vigoureux dans la prochaine année, bien que la pénurie de main-d'œuvre et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement demeurent une préoccupation. Les particuliers profitent du niveau élevé des épargnes excédentaires et de la croissance de l'emploi, et il devrait aussi y avoir certaines mesures fiscales additionnelles. Le marché de l'habitation devrait bien se porter au cours de l'exercice 2022, appuyé par la croissance de l'emploi. Le crédit aux entreprises devrait connaître une hausse avec la confiance accrue des entreprises qui se traduira par de nouveaux investissements. PE États-Unis demeure engagé auprès de ses clients, de ses employés et de ses collectivités locales et est en position favorable pour croître malgré un contexte hautement concurrentiel. L'unité des services bancaires aux entreprises est toujours en position favorable pour enregistrer une croissance, car ses employés ont travaillé en collaboration avec nos clients durant la pandémie et leur ont offert une gamme complète de solutions judicieuses et pertinentes en matière de dépôts, de prêts et de conseils, lesquelles soutiennent les entreprises des clients. Les investissements en technologie effectués par l'unité des services bancaires aux entreprises ont continué d'augmenter la vitesse, les économies d'échelle et l'efficacité et ils alimentent la croissance des solutions numériques et mobiles.

Dans le secteur des services financiers, un mouvement de regroupement est en cours au Canada et aux États-Unis depuis quelques années. Ce mouvement de regroupement touche les sociétés de fiducie, les gestionnaires de fonds communs de placement, les sociétés d'assurance-vie et les caisses de crédit. La fusion de deux grandes banques serait assujettie à la politique du gouvernement fédéral du Canada concernant les fusions de banques ainsi qu'à un processus de consultation et d'examen

¹⁾ En 2021, la Banque a été nommée « Meilleure banque de services aux entreprises au Canada » par le magazine World Finance pour la septième année consécutive.

²⁾ BMO Banque privée a été nommée « Meilleure banque privée au Canada » par le magazine World Finance pour la onzième année consécutive.

public exhaustif. Il n'est pas certain que la situation changera dans un avenir proche, mais il est probable que le secteur des services financiers continuera de faire l'objet de regroupements et d'une concurrence accrue.

La présente rubrique qui porte sur la concurrence contient des déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les déclarations prospectives » qui figure aux pages 2 et 3.

Questions d'ordre environnemental et social, et gouvernance

La Banque publie un document intitulé *Rapport de durabilité et Déclaration annuelle*, qui décrit la façon dont la Banque aborde les questions d'ordre environnemental et social, et la gouvernance. Ce document et d'autres renseignements connexes peuvent être consultés sur le site Web de la Banque à www.bmo.com. Les informations affichées sur le site Web de la Banque ne font pas partie de la présente notice annuelle. Des renseignements supplémentaires au sujet des risques environnementaux et sociaux de la Banque sont fournis aux rubriques « Risques pouvant influencer sur les résultats futurs – Principaux risques et risques émergents susceptibles de nuire aux résultats futurs – Risques liés aux changements climatiques et autres risques environnementaux et sociaux » et « Risque environnemental et social » de la section « Gestion globale des risques » aux pages 75 et 76 et aux pages 111 à 113 du rapport de gestion de 2021, pages que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

Facteurs de risque

Une description des principaux facteurs de risque auxquels la Banque et ses entreprises sont exposées est fournie à la section « Gestion globale des risques », aux pages 74 à 113 du rapport de gestion de 2021, pages que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

DIVIDENDES

Vous trouverez des renseignements sur les dividendes que la Banque a versés ou doit verser sur les actions ordinaires et chaque série d'actions privilégiées en circulation au cours des trois derniers exercices clos à la rubrique « Actions en circulation et instruments de capital compris dans les FPUNV » qui figure à la page 71 du rapport de gestion de 2021, page que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

La Banque ne peut pas a) déclarer de dividendes sur ses actions privilégiées ou ordinaires si le versement de tels dividendes contrevient aux règlements portant notamment sur la suffisance du capital et des liquidités pris en application de la Loi sur les banques; b) verser de dividendes sur ses actions ordinaires à moins d'avoir versé tous les dividendes déclarés et payables sur ses actions privilégiées ou mis de côté des fonds à cette fin; et, c) dans certaines circonstances, verser de dividendes sur ses actions privilégiées de catégorie B à moins d'avoir versé des dividendes sur ses actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) (telles qu'elles sont définies ci-après). Si l'intérêt exigible sur les billets de fonds propres subordonnés de la Banque (tels qu'ils sont définis ci-après) n'est pas payé intégralement, la Banque ne déclarera pas de dividendes sur ses actions ordinaires ou sur ses actions privilégiées ou, sous réserve de certaines exceptions, ne rachètera pas, ne remboursera pas ou n'annulera ces actions avant le mois qui commence après la date à laquelle ces paiements d'intérêt ont été effectués intégralement. Le conseil d'administration fixe le montant et la date de versement de dividendes futurs. Le conseil d'administration fixe le montant et la date de versement de dividendes futurs en fonction des opérations de la Banque, de sa situation financière, de ses besoins en matière de liquidités, des restrictions réglementaires futures applicables au versement de dividendes, de même que d'autres facteurs jugés pertinents par le conseil d'administration. Vous trouverez des renseignements sur les dividendes de la Banque et sur la fourchette du ratio de distribution à la page 72 du rapport de gestion de 2021, page que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

À l'heure actuelle, ces limitations ne restreignent pas le paiement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées.

Le 13 mars 2020, le BSIF a annoncé qu'il s'attendait à ce que les institutions financières fédérales interrompent tout processus d'augmentation des dividendes. La restriction est demeurée en place jusqu'à la fin de l'exercice clos le 31 octobre 2021 et a été levée le 4 novembre 2021.

DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Le texte qui suit résume certaines dispositions des actions ordinaires, des actions privilégiées, des billets de fonds propres subordonnés et des billets avec remboursement de capital à recours limité de la Banque. Ce résumé est présenté sous réserve du texte intégral des règlements internes de la Banque et des modalités et conditions de ces titres. Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur la structure du capital de la Banque aux pages 67 à 72 du rapport de gestion de 2021 et aux notes 16 et 19 afférentes aux états financiers de 2021. La Banque intègre ces pages et ces notes aux présentes par renvoi.

Description des actions ordinaires

Le capital autorisé de la Banque comprend un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de faire ce qui suit :

- i) voter à toutes les assemblées des actionnaires de la Banque, sauf celles auxquelles seuls les porteurs d'une catégorie ou d'une série particulière d'actions ont le droit de voter;
- ii) recevoir les dividendes que le Conseil d'administration déclare, sous réserve du droit prioritaire des porteurs d'actions privilégiées de la Banque;
- iii) en cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, recevoir le reliquat des biens de la Banque après le versement aux porteurs d'actions privilégiées de la Banque du montant ou des montants auxquels ils peuvent avoir droit et le remboursement de toutes les dettes impayées.

Description des actions privilégiées

Le capital autorisé de la Banque comprend un nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie A et de catégorie B sans valeur nominale, émises en séries, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises. Le texte qui suit décrit certaines modalités générales des actions privilégiées.

Certaines modalités des actions privilégiées de catégorie A en tant que catégorie

Émission en séries

À l'occasion, le Conseil d'administration peut décider d'émettre des actions privilégiées de catégorie A en une ou en plusieurs séries comportant les droits, privilèges, restrictions et conditions qu'il détermine. Au 2 décembre 2021, il n'y avait aucune action privilégiée de catégorie A en circulation.

Les actions privilégiées de catégorie A de chaque série sont de rang égal à celui de toutes les autres séries d'actions privilégiées de catégorie A et d'actions privilégiées de catégorie B, et elles ont priorité de rang sur les actions ordinaires de la Banque ainsi que sur toutes les autres actions qui sont de rang inférieur à celui des actions privilégiées de catégorie A et des actions privilégiées de catégorie B quant au versement des dividendes et à la distribution des biens en cas de liquidation ou de dissolution de la Banque.

Création et émission d'actions

En vertu de la Loi sur les banques, la Banque a besoin de l'approbation des porteurs d'actions privilégiées de catégorie A pour créer une autre catégorie d'actions de rang égal ou supérieur à celui des actions privilégiées de catégorie A. Les actionnaires doivent donner cette approbation comme il est indiqué ci-après à la rubrique « Approbations des actionnaires ». La Loi sur les banques et d'autres lois pourraient également exiger d'autres formes d'approbation.

La Banque n'a pas besoin de l'approbation des actionnaires pour créer ou émettre des actions privilégiées de catégorie A supplémentaires ou des actions de rang égal à ces dernières si, à la date où elles sont créées ou émises, la Banque a déclaré et versé ou mis de côté aux fins de versement tous les dividendes payables sur les actions privilégiées de catégorie A à dividendes cumulatifs et non cumulatifs, y compris pour la dernière période d'exercice close.

Droits de vote

Les porteurs des actions privilégiées de catégorie A ont le droit de voter en tant que catégorie seulement à l'égard de certaines questions (se reporter ci-après) ou comme l'exige la loi.

Approbations des actionnaires

Les porteurs des actions privilégiées de catégorie A peuvent donner leur approbation si au moins 66⅔ % des porteurs votent en faveur d'une telle résolution à une assemblée à laquelle la majorité des actions privilégiées de catégorie A est représentée ou, si le quorum n'est pas atteint à cette assemblée, à une reprise de celle-ci à laquelle aucune exigence relative au quorum ne s'applique.

Certaines modalités des actions privilégiées de catégorie B en tant que catégorie

Émission en séries

À l'occasion, le Conseil d'administration peut décider d'émettre des actions privilégiées de catégorie B comportant les droits, privilèges, restrictions et conditions qu'il détermine.

Les actions privilégiées de catégorie B de chaque série sont de rang égal à celui de toutes les autres séries d'actions privilégiées de catégorie B et d'actions privilégiées de catégorie A, et elles ont priorité de rang sur les actions ordinaires ainsi que sur toutes les autres actions qui sont de rang inférieur à celui des actions privilégiées de catégorie A et des actions privilégiées de catégorie B quant au versement des dividendes à la distribution des biens en cas de liquidation ou de dissolution de la Banque.

Création et émission d'actions

En vertu de la Loi sur les banques, la Banque a besoin de l'approbation des porteurs d'actions privilégiées de catégorie B pour créer une autre catégorie d'actions de rang égal ou supérieur à celui des actions privilégiées de catégorie B. La Loi sur les banques ou d'autres lois pourraient exiger d'autres formes d'approbation.

La Banque n'a pas besoin de l'approbation des actionnaires pour créer ou émettre des actions privilégiées de catégorie B supplémentaires ou des actions de rang égal à ces dernières si, à la date où elles sont créées ou émises, la Banque a déclaré et versé ou mis de côté aux fins de versement tous les dividendes payables sur les actions privilégiées de catégorie B à dividendes cumulatifs et non cumulatifs, y compris pour la dernière période d'exercice close. Au 2 décembre 2021, aucune action privilégiée de catégorie B donnant droit à des dividendes cumulatifs n'était en circulation.

Droits de vote

Les porteurs des actions privilégiées de catégorie B ont le droit de voter en tant que catégorie seulement (se reporter ci-après) ou comme l'exige la loi.

Approbations des actionnaires

Les porteurs des actions privilégiées de catégorie B peuvent donner leur approbation au moyen d'une résolution si au moins 66⅔ % des porteurs votent en faveur d'une telle résolution à une assemblée à laquelle la majorité des actions privilégiées de catégorie B est représentée ou, si le quorum n'est pas atteint à cette assemblée, à toute reprise de celle-ci à laquelle aucune exigence relative au quorum ne s'applique.

Conversion conditionnelle de certaines séries d'actions privilégiées de catégorie B

À la survenance de certains événements déclencheurs relatifs à la viabilité de la Banque, les actions privilégiées de catégorie B, série 27 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 29 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité) (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 31 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 33 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 38 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 40 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 42 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 44 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), les actions privilégiées de catégorie B, série 46 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) et les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) seront immédiatement et automatiquement converties en actions ordinaires de la Banque. Le nombre d'actions ordinaires en lequel les actions privilégiées de catégorie B seraient converties à la survenance d'un tel événement déclencheur sera établi en fonction d'une formule de conversion préétablie précisée au moment de l'émission des actions privilégiées de catégorie B.

Description d'autres instruments de capitaux propres – billets de fonds propres subordonnés

À l'heure actuelle, la Banque a en circulation des billets subordonnés de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à taux fixe de 4,800 % rajustable et à intérêt non cumulatif (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), d'un capital de 500 millions de dollars américains (les « billets de fonds propres subordonnés »), qui sont classés parmi les capitaux propres et font partie des fonds propres d'urgence de catégorie 1 supplémentaires en cas de non-viabilité de la Banque. Les billets de fonds propres subordonnés constituent des instruments financiers hybrides dotés à la fois d'une composante capitaux propres et d'une composante passif. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Autres instruments de capitaux propres » à la note 16 des états financiers de 2021.

Les billets de fonds propres subordonnés sont des obligations directes non garanties de la Banque et, en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Banque, seront de rang inférieur à l'ensemble des dettes subordonnées de la Banque et, quant au droit de paiement, seront de rang égal et non supérieur aux dettes qui sont de rang égal, quant au droit de paiement, aux billets de fonds propres subordonnés ou qui sont subordonnées à ceux-ci (sauf les dettes qui, de par leurs modalités, sont de rang inférieur aux billets de fonds propres subordonnés, y compris, notamment, les billets avec remboursement de capital à recours limité). Les billets de fonds propres subordonnés constitueront des titres secondaires pour l'application de la Loi sur les banques. En cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Banque, les billets de fonds propres subordonnés seront de rang supérieur aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de la Banque.

À la survenance de certains événements déclencheurs relatifs à la viabilité de la Banque, les billets de fonds propres subordonnés seront immédiatement et automatiquement convertis en actions ordinaires de la Banque. Le nombre d'actions ordinaires en lequel les billets subordonnés de fonds propres seront convertis à la survenance d'un tel événement sera déterminé en fonction d'une formule de conversion préétablie précisée au moment de l'émission des billets de fonds propres subordonnés.

Certaines dispositions des billets de fonds propres subordonnés

Distributions et restrictions relatives au versement de dividendes et à l'annulation d'actions

L'intérêt sur les billets de fonds propres subordonnés est versé semestriellement à terme échu au cours des cinq premières années. Par la suite, l'intérêt sera rajusté tous les cinq ans et s'accumulera à un taux fixe. Même si l'intérêt doit être versé semestriellement, la Banque peut, à son gré, en donnant un préavis, annuler les versements. Si la Banque ne verse pas l'intérêt intégralement aux porteurs de billets, elle ne déclarera aucun dividende sur ses actions ordinaires ou ses actions privilégiées, ne rachètera pas, n'achètera pas et n'annulera d'une autre manière de telles actions jusqu'au mois commençant après celui où elle aura recommencé à verser intégralement l'intérêt sur les billets de fonds propres subordonnés.

Échéance et rachat

Les billets de fonds propres subordonnés n'ont pas de date d'échéance ou de rachat prévue. Par conséquent, la Banque n'est pas tenue de rembourser le capital des billets de fonds propres subordonnés, sauf en cas de faillite ou d'insolvabilité et à la condition que l'application des exigences relatives aux FPUNV n'ait pas été déclenchée. Les billets de fonds propres subordonnés sont rachetables au pair cinq ans après leur émission seulement au gré de la Banque ou à la suite de certains événements d'ordre réglementaire ou fiscal, conformément à leurs modalités. Tous les rachats sont assujettis au consentement des organismes de réglementation.

Achat aux fins d'annulation

Sous réserve du consentement des organismes de réglementation, la Banque peut, à l'occasion, acheter aux fins d'annulation des billets de fonds propres subordonnés à n'importe quel prix sur le marché libre.

Cas de défaut

Un cas de défaut à l'égard des billets de fonds propres subordonnés se produira seulement si la Banque fait faillite ou devient insolvable ou devient assujettie aux dispositions de la Loi sur les liquidations et les restructurations (Canada), ou si la Banque fait l'objet d'une liquidation, qu'elle soit volontaire ou ordonnée par un tribunal compétent, adopte une résolution en vue de sa liquidation ou de sa dissolution ou reconnaît par ailleurs son insolvabilité. Le fait de ne pas faire un versement sur les billets de fonds propres subordonnés à son échéance (y compris un versement d'intérêt, que ce soit par suite d'annulation ou autrement) et la conversion automatique aux termes des exigences relatives aux FPUNV à la survenance d'un événement déclencheur ne constituent pas un cas de défaut.

Émission d'autres titres de rang supérieur ou égal

Les modalités régissant les billets de fonds propres subordonnés ne restreignent pas la capacité de la Banque de contracter d'autres dettes ou d'émettre ou de racheter des titres, sous réserve de la restriction relative à l'annulation d'actions mentionnée ci-dessus. La Banque peut contracter d'autres dettes sans l'autorisation des porteurs des billets de fonds propres subordonnés.

Droits de vote

Les porteurs des billets de fonds propres subordonnés ne jouissent d'aucun des droits conférés aux porteurs d'actions ordinaires, y compris le droit des actionnaires d'être convoqués, d'assister et de voter aux assemblées des actionnaires de la Banque. Si les billets de fonds propres subordonnés sont convertis en actions ordinaires de la Banque conformément aux exigences relatives aux FPUNV, les porteurs des billets de fonds propres subordonnés deviendront des porteurs d'actions ordinaires de la Banque et ne jouiront que des droits conférés aux porteurs d'actions ordinaires.

Description d'autres instruments de capitaux propres – billets avec remboursement de capital à recours limité

À l'heure actuelle, la Banque a en circulation des billets avec remboursement de capital à recours limité à 4,300 %, série 1 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) (les « billets avec remboursement de capital à recours limité »), d'un capital de 1,25 milliard de dollars, qui sont classés parmi les capitaux propres et font partie des fonds propres d'urgence de catégorie 1 supplémentaires en cas de non-viabilité de la Banque. Les billets avec remboursement de capital à recours limité constituent des instruments financiers hybrides dotés à la fois d'une composante capitaux propres et d'une composante passif. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Autres instruments de capitaux propres » à la note 16 des états financiers de 2021.

Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des obligations directes non garanties de la Banque et, en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Banque (avant la survenance d'événements déclencheurs déterminés), ils seront : a) de rang inférieur, quant au droit de paiement, au paiement antérieur intégral de

tous les titres d'emprunt, y compris certains titres d'emprunt secondaires (y compris, notamment, les billets de fonds propres subordonnés); et b) de rang égal et non supérieur, quant au droit de paiement, aux titres d'emprunt qui, selon leurs modalités, sont de rang égal et non supérieur, quant au droit de paiement, aux billets avec remboursement de capital à recours limité (autres que les titres d'emprunt qui, selon leurs modalités, sont de rang inférieur aux billets avec remboursement de capital à recours limité), dans chaque cas, en circulation à l'occasion, et seront de rang inférieur, quant au droit de paiement, aux réclamations des déposants et autres créanciers non subordonnés de la Banque. Les billets avec remboursement de capital à recours limité constitueront des titres secondaires pour l'application de la Loi sur les banques. En cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Banque, les billets avec remboursement de capital à recours limité seront de rang supérieur aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de la Banque.

Si la Banque omet de rembourser le capital des billets avec remboursement de capital à recours limité ou de payer l'intérêt sur ceux-ci à l'échéance, même si un porteur de billets avec remboursement de capital à recours limité pourra présenter une réclamation contre la Banque à l'égard du capital des billets avec remboursement de capital à recours limité ainsi que de l'intérêt couru et impayé sur ceux-ci (qui seront alors exigibles), l'unique recours dont disposera chaque porteur de billets avec remboursement de capital à recours limité sera de réclamer la livraison de sa quote-part des actifs d'une fiducie à recours limité. À la date des présentes, les actifs détenus par la fiducie à recours limité à l'égard des billets avec remboursement de capital à recours limité se composent de 1 250 000 actions privilégiées de catégorie B, série 48 (PFUNV) (les « actions privilégiées de catégorie B, série 48 (PFUNV) »).

À la survenance de certains événements déclencheurs relatifs à la viabilité de la Banque, les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) susmentionnées seront immédiatement et automatiquement converties en actions ordinaires de la Banque. Le nombre d'actions ordinaires en lequel les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) seraient converties à la survenance d'un tel événement déclencheur sera établi en fonction d'une formule de conversion préétablie précisée au moment de l'émission des actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV). Sous réserve de certaines limitations, chaque porteur de billets avec remboursement de capital à recours limité recevra sa quote-part de ces actions ordinaires de la Banque.

Certaines dispositions des billets avec remboursement de capital à recours limité

Distributions et restrictions relatives au versement de dividendes et à l'annulation d'actions

L'intérêt sur les billets avec remboursement de capital à recours limité est versé semestriellement à terme échu au cours des cinq premières années. Par la suite, l'intérêt sera rajusté tous les cinq ans et s'accumulera à un taux fixe.

Le fiduciaire de la fiducie à recours limité a renoncé à son droit de recevoir des dividendes sur les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV). Cette renonciation reste en vigueur tant qu'elle n'est pas révoquée. En conséquence, tant que cette renonciation n'est pas révoquée par le fiduciaire de la fiducie à recours limité, aucun dividende ne devrait être déclaré ou versé sur les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV). Dans la mesure où la renonciation n'est plus en vigueur et où la fiducie à recours limité est l'unique porteur des actions privilégiées, série 48 (FPUNV), si la Banque ne déclare pas et ne verse pas de dividendes sur les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV), elle ne déclarera et ne versera des dividendes sur aucune autre série d'actions privilégiées de catégorie B en circulation de la Banque.

Échéance et rachat

L'échéance prévue des billets avec remboursement de capital à recours limité est le 26 novembre 2080. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont rachetables, au gré de la Banque, à leur montant en capital cinq ans après leur émission ou à la suite de certains événements d'ordre réglementaire ou fiscal, conformément à leurs modalités. En cas de rachat des actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) détenues par la fiducie à recours limité, la Banque rachètera des billets avec remboursement de capital à recours limité dont le capital total correspondra à la valeur nominale totale des actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) rachetées par la Banque. Tous les rachats sont assujettis au consentement des organismes de réglementation.

Achat aux fins d'annulation

Sous réserve du consentement des organismes de réglementation, la Banque peut en tout temps à l'occasion, acheter aux fins d'annulation des billets avec remboursement de capital à recours limité à n'importe quel prix sur le marché libre. Avant toute pareille annulation, la Banque devra, sous réserve du consentement des organismes de réglementation, racheter un nombre correspondant d'actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) (dont la valeur nominale globale doit correspondre au capital total des billets devant être annulés) alors détenues par la fiducie à recours limité aux fins d'annulation.

Cas de défaut

Un cas de défaut à l'égard des billets avec remboursement de capital à recours limité (un « cas de défaut ») se produira seulement si la Banque fait faillite ou devient insolvable ou devient assujettie aux dispositions de la Loi sur les liquidations et les restructurations (Canada), ou si la Banque fait l'objet d'une liquidation, qu'elle soit volontaire ou ordonnée par un tribunal compétent, adopte une résolution en vue de sa liquidation ou de sa dissolution ou reconnaît par ailleurs son insolvabilité. À la survenance d'un cas de défaut, le seul recours de chaque porteur de billets avec remboursement de capital à recours limité sera de réclamer sa quote-part des actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV).

Émission d'autres titres de rang supérieur ou égal

Les modalités régissant les billets avec remboursement de capital à recours limité ne restreignent pas la capacité de la Banque de contracter d'autres dettes ou d'émettre ou de racheter des titres. La Banque peut contracter d'autres dettes sans l'autorisation des porteurs des billets avec remboursement de capital à recours limité.

Droits de vote

Les porteurs des billets avec remboursement de capital à recours limité ne jouissent d'aucun des droits conférés aux porteurs d'actions ordinaires, y compris le droit des actionnaires d'être convoqués, d'assister et de voter aux assemblées des actionnaires de la Banque. Si les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) sont converties en actions ordinaires de la Banque, les porteurs des billets avec remboursement de capital à recours limité deviendront des porteurs d'actions ordinaires de la Banque et ne jouiront que des droits conférés aux porteurs d'actions ordinaires.

La présente rubrique « Certaines dispositions des billets avec remboursement de capital à recours limité » contient des déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les déclarations prospectives » qui figure aux pages 2 et 3.

Restrictions applicables aux actions de la Banque en vertu de la Loi sur les banques

La Loi sur les banques restreint la propriété effective des actions d'une banque. Il est interdit à quiconque d'être un actionnaire important d'une banque dont les capitaux propres sont égaux ou supérieurs à 12 milliards de dollars (ce qui est le cas de la Banque). Un actionnaire important s'entend d'une personne ou d'un groupe de personnes sous contrôle commun ou agissant ensemble ou de concert qui a la propriété effective de plus de 20 % de toute catégorie d'actions avec droit de vote ou de plus de 30 % de toute catégorie d'actions sans droit de vote de la banque.

En outre, il est interdit à quiconque de détenir un intérêt substantiel dans une catégorie quelconque d'actions d'une banque, y compris la Banque, à moins d'avoir obtenu au préalable l'approbation du ministre des Finances. Une personne a un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions d'une banque quand elle-même ou un groupe de personnes sous contrôle commun ou agissant ensemble ou de concert a la propriété effective de plus de 10 % de toute catégorie d'actions de cette banque.

De plus, les gouvernements et leurs représentants ne peuvent acquérir des actions d'une banque, sauf dans certains cas qui exigent le consentement du ministre des Finances.

Notation

Les notes que des agences de notation externes attribuent à certains des titres de la Banque jouent un rôle important dans sa capacité à obtenir du capital et le financement que requiert le soutien des activités commerciales de la Banque. Le maintien d'excellentes notes permet à la Banque d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, à des taux concurrentiels. En cas d'abaissement des notes de la Banque, il est probable que le coût lié aux fonds de la Banque augmente et qu'il soit plus difficile pour la Banque d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. L'abaissement prononcé des notes de la Banque pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 afférente aux états financiers de 2021, note que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

Le tableau suivant présente les notes attribuées aux titres en circulation de la Banque par les agences de notation au 2 décembre 2021.

	S&P		Moody's		DBRS		Fitch	
	Note	Rang ¹⁾	Note	Rang ¹⁾	Note	Rang ¹⁾	Note	Rang ¹⁾
Instruments à court terme	A-1	1 de 6	P-1	1 de 4	R-1 (haut)	1 de 6	F1+	1 de 7
Dettes de premier rang³⁾	A-	3 de 10	A2	3 de 9	AA (bas)	2 de 10	AA-	2 de 10
Dépôts à long terme / dettes de premier rang préexistantes⁴⁾	A+	3 de 10	Aa2	2 de 9	AA	2 de 10	AA	2 de 10
Dettes subordonnées	A-	3 de 10	Baa1	4 de 9	A (haut)	3 de 10	A	3 de 10
Dettes subordonnées – FPUNV²⁾	BBB+	4 de 10	Baa1 (hyb)	4 de 9	A (bas)	3 de 10	A	3 de 10
Billets de fonds propres subordonnés – FPUNV²⁾	BBB-	4 de 10	Baa3 (hyb)	4 de 9	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Billets avec remboursement de capital à recours limité – FPUNV²⁾	BBB-	4 de 10	Baa3 (hyb)	4 de 9	BBB (haut)	4 de 10	s. o.	s. o.
Actions privilégiées	BBB	3 de 9	Baa3	4 de 9	Pfd-2 (haut)	2 de 6	s. o.	s. o.
Actions privilégiées – FPUNV²⁾	BBB-	3 de 9	Baa3 (hyb)	4 de 9	Pfd-2	2 de 6	s. o.	s. o.
Tendance/perspectives	Stable	--	Stable	--	Stable	--	Négative	--

Notes :

¹⁾ Comme l'indique le site Web public de chaque agence de notation, le rang désigne le rang de toutes les principales notes pouvant être attribuées à chaque catégorie de dettes ou d'actions, 1 étant le rang le plus élevé. Chaque principale note pouvant être attribuée peut être modifiée par le symbole + ou - ou l'indication haut ou bas pour indiquer la position relative au sein des principales catégories de notes.

²⁾ Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité ou FPUNV.

³⁾ Sous réserve de la conversion de ces dettes aux termes du régime de recapitalisation interne.

⁴⁾ Les dépôts à long terme / dettes de premier rang préexistantes désignent a) les dettes de premier rang émises avant le 23 septembre 2018 et b) les dettes de premier rang émises le 23 septembre 2018 ou après cette date, qui sont exclues du régime de recapitalisation interne.

La définition des catégories de chaque note au 2 décembre 2021 est tirée du site Web de chaque agence de notation et est énoncée à l'annexe II de la présente notice annuelle. De plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès de l'agence de notation pertinente. Toutes les notes attribuées au crédit à long terme de BMO sont assorties d'une perspective stable par S&P, Moody's et DBRS, et d'une perspective négative par Fitch.

Aucun changement n'a été apporté aux notes attribuées par S&P, Moody's, DBRS ou Fitch au cours de l'exercice 2021. Il se peut que les notes ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres. En outre, les modifications réelles ou prévues de la note attribuée à un titre se répercuteront généralement sur le cours du titre en question. La Banque ne peut avoir la certitude qu'une note demeurera en vigueur pendant une période de temps donnée ou que l'agence de notation ne la révisera pas ou ne la retirera pas à l'avenir.

La Banque a versé une rémunération aux agences de notation pour l'obtention de ses notes. La Banque pourrait également verser une rémunération pour d'autres services obtenus d'agences de notation dans le cours normal des activités.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Cours et volume des opérations

Les actions ordinaires en circulation de la Banque de Montréal sont inscrites aux fins de négociation à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « BMO ». Les actions privilégiées en circulation de la Banque dont il est question ci-après sont inscrites à la cote de la TSX sous les symboles suivants : « BMO.PR.S » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 27 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), « BMO.PR.T » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 29 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), « BMO.PR.W » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 31 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)); « BMO.PR.Y » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 33 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)); « BMO.PR.B » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 38 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)); « BMO.PR.C » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 40 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), « BMO.PR.D » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 42 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)), « BMO.PR.E » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 44 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) et « BMO.PR.F » dans le cas des actions privilégiées de catégorie B, série 46 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)).

Le tableau suivant présente les cours de négociation extrêmes en dollars canadiens et les volumes de négociation des actions ordinaires et privilégiées de la Banque de Montréal à la TSX au cours des périodes indiquées. Les cours sont fondés sur les données publiées à la rubrique « Accès aux données historiques » du site Web de la TSX.

	BMO Actions ordinaires	PR.Q¹⁾ Série 25	PR.A¹⁾ Série 26	PR.S Série 27	PR.T Série 29	PR.W Série 31	PR.Y Série 33	PR.Z²⁾ Série 35	PR.B Série 38	PR.C Série 40	PR.D Série 42	PR.E Série 44	PR.F Série 46
Novembre 2020													
- Haut (\$)	98,05	24,92	24,75	19,50	18,80	19,50	20,26	26,03	25,70	24,70	24,09	21,85	25,65
- Bas (\$)	78,82	24,75	24,60	17,72	17,15	17,85	19,20	25,94	25,50	23,72	22,64	20,30	25,05
- Volume	73 569 115	319 101	35 100	176 280	250 782	367 925	226 117	71 180	141 998	190 700	142 928	153 308	107 075
Décembre 2020													
- Haut (\$)	98,62	25,10	24,93	20,85	20,09	20,46	21,58	s. o.	25,81	25,00	24,50	22,84	25,75
- Bas (\$)	94,76	24,80	24,75	19,45	18,78	19,55	20,23	s. o.	25,51	24,37	23,92	21,63	25,11
- Volume	40 281 840	264 013	12 816	755 651	657 483	342 026	48 894	s. o.	674 606	1 508 437	355 420	252 949	158 818
Janvier 2021													
- Haut (\$)	102,38	25,07	25,00	21,11	20,31	20,74	22,00	s. o.	26,04	25,25	25,09	24,02	25,88
- Bas (\$)	94,90	24,88	24,82	20,26	19,54	20,01	21,25	s. o.	25,60	24,27	24,09	22,35	25,26
- Volume	60 313 878	153 077	13 220	350 266	643 558	73 218	64 170	s. o.	411 564	287 750	333 585	289 435	120 828
Février 2021													
- Haut (\$)	108,57	25,05	25,10	22,79	21,71	21,98	23,02	s. o.	25,80	25,33	25,20	24,25	26,19
- Bas (\$)	95,16	24,98	24,85	20,85	19,90	20,40	21,50	s. o.	25,53	24,80	24,61	23,16	25,65
- Volume	56 517 393	229 520	29 268	352 742	222 321	192 708	410 399	s. o.	578 785	516 483	277 445	182 648	129 212
Mars 2021													
- Haut (\$)	113,50	25,04	25,00	23,70	22,95	22,95	23,98	s. o.	25,87	25,68	25,63	24,88	26,45
- Bas (\$)	104,28	24,91	24,85	22,40	21,53	21,86	23,08	s. o.	25,58	24,86	24,76	24,03	25,75
- Volume	53 743 126	495 319	19 800	453 744	311 614	163 476	89 850	s. o.	321 930	753 802	360 958	455 730	150 136
Avril 2021													
- Haut (\$)	117,91	25,15	25,00	23,72	23,09	23,29	24,28	s. o.	25,87	25,63	25,54	25,20	26,79
- Bas (\$)	111,81	24,96	24,90	22,86	22,20	22,50	23,26	s. o.	25,58	25,12	25,20	24,60	25,82
- Volume	61 856 709	90 648	4 902	256 177	182 798	92 065	141 916	s. o.	287 800	266 373	151 976	193 128	125 833
Mai 2021													
- Haut (\$)	127,49	25,10	25,05	24,00	23,75	23,94	24,48	s. o.	25,79	25,73	25,87	25,26	27,04
- Bas (\$)	114,88	24,93	24,90	23,40	22,85	23,05	23,85	s. o.	25,55	25,22	25,22	24,85	26,22
- Volume	52 311 812	41 011	8 133	141 075	204 040	103 005	63 152	s. o.	93 286	223 284	119 665	263 496	339 927
Juin 2021													
- Haut (\$)	130,40	25,10	25,05	24,36	24,05	24,14	24,50	s. o.	25,78	25,75	26,00	25,88	27,33
- Bas (\$)	126,03	25,00	24,95	23,58	23,17	23,43	24,02	s. o.	25,50	25,36	25,40	25,00	26,68
- Volume	35 641 501	91 688	13 950	352 011	196 217	109 093	56 167	s. o.	151 097	490 150	174 867	208 641	136 410
Juillet 2021													
- Haut (\$)	128,69	25,11	25,06	24,33	23,97	24,12	24,69	s. o.	25,81	25,89	25,74	25,82	27,15
- Bas (\$)	121,76	24,99	25,00	23,75	23,25	23,60	23,95	s. o.	25,51	25,46	25,00	25,22	26,01
- Volume	52 376 621	206 537	30 247	334 085	150 474	80 369	33 735	s. o.	176 737	464 449	108 891	140 568	103 504
Août 2021													
- Haut (\$)	132,35	25,00	25,00	24,65	24,27	24,32	25,21	s. o.	25,50	25,78	25,89	26,01	27,40
- Bas (\$)	123,06	24,98	24,99	23,78	23,31	23,54	24,18	s. o.	25,32	25,40	25,05	25,07	26,51
- Volume	47 423 885	48 077	8 560	129 859	128 775	162 610	63 927	s. o.	194 025	453 712	98 907	203 746	179 249
Septembre 2021													
- Haut (\$)	129,71	s. o.	s. o.	24,58	24,41	24,37	25,08	s. o.	25,52	25,74	25,89	25,90	27,28
- Bas (\$)	123,85	s. o.	s. o.	24,19	24,03	24,10	24,71	s. o.	25,36	25,19	25,30	25,39	26,00
- Volume	28 128 541	s. o.	s. o.	202 619	146 422	162 521	260 937	s. o.	96 594	166 513	120 139	181 285	187 069
Octobre 2021													
- Haut (\$)	138,67	s. o.	s. o.	25,00	24,60	24,85	25,24	s. o.	25,59	25,65	25,82	25,98	27,10
- Bas (\$)	125,69	s. o.	s. o.	24,50	24,23	24,35	24,78	s. o.	25,23	25,25	25,43	25,61	26,86
- Volume	53 424 173	s. o.	s. o.	182 370	470 060	111 819	96 743	s. o.	106 976	485 191	250 086	121 405	111 078

¹⁾ La Banque a racheté la totalité de ses actions privilégiées de catégorie B, série 25 et de ses actions privilégiées de catégorie B, série 26 en circulation le 25 août 2021.

²⁾ La Banque a racheté la totalité de ses actions privilégiées de catégorie B, série 35 (FPUNV) en circulation le 25 novembre 2020.

Placements antérieurs

À l'occasion, la Banque émet des billets dont le capital est à risque, des titres dont le montant payable à l'échéance est établi en fonction du prix, de la valeur ou du niveau d'une participation sous-jacente comme un indice boursier, un fonds négocié en bourse ou un portefeuille théorique de titres de capitaux propres ou d'autres titres. De plus, la Banque émet périodiquement des dettes subordonnées et d'autres instruments de capitaux propres qui ne sont pas inscrits à la cote d'un marché ou cotés sur un marché. Pour obtenir des renseignements au sujet des dettes subordonnées et des autres instruments de capitaux propres émis par la Banque depuis le

31 octobre 2020, se reporter aux sections « Dette subordonnée » et « Capitaux propres » qui figurent aux pages 64 et 65 de notre rapport de gestion de 2021 et aux notes 15 et 16 de nos états financiers de 2021, ces pages et notes étant intégrées aux présentes par renvoi. Se reporter également aux rubriques « Description d'autres instruments de capitaux propres – billets de fonds propres subordonnés » et « Description d'autres instruments de capitaux propres – billets avec remboursement de capital à recours limité » ci-dessus.

TITRES ENTIÈRES ET TITRES ASSUJETTIS À UNE RESTRICTION CONTRACTUELLE À LA LIBRE CESSION

Désignation de la catégorie	Nombre de titres entiers ou assujettis à une restriction contractuelle à la libre cession	Pourcentage de la catégorie
Actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) ¹	1 250 000	100 % des actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV)

¹ Les actions privilégiées de catégorie B, série 48 (FPUNV) sont détenues dans une fiducie à recours limité et ne peuvent être cédés, sauf pour satisfaire au recours des porteurs des billets avec remboursement de capital à recours limité en cas de défaut, par la Banque, de rembourser le capital de ces billets ou de verser l'intérêt sur ceux-ci en temps voulu.

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Conseil d'administration

Le tableau suivant présente les administrateurs de la Banque au 2 décembre 2021.

NOM DE L'ADMINISTRATEUR ET FONCTIONS PRINCIPALES	LIEU DE RÉSIDENCE	ADMINISTRATEUR DEPUIS LE
Jan Babiak Administratrice de sociétés	Nashville (Tennessee) É.-U.	23 octobre 2012
Sophie Brochu, C.M. Présidente et chef de la direction Hydro-Québec	Bromont (Québec) Canada	22 mars 2011
Craig Broderick Administrateur de sociétés	Greenwich (Connecticut)	27 août 2018
George A. Cope, C.M. Président du conseil Banque de Montréal	Toronto (Ontario) Canada	25 juillet 2006
Stephen Dent Directeur général et cofondateur Birch Hill Equity Partners, société de capital-investissement	Toronto (Ontario) Canada	7 avril 2021
Christine Edwards Administratrice de sociétés	Lake Forest (Illinois) É.-U.	1 ^{er} août 2010
D^r Martin S. Eichenbaum Professeur d'économie Charles Moskos Northwestern University	Glencoe (Illinois) É.-U.	31 mars 2015
David Harquail Président du conseil Franco-Nevada Corporation, société de redevance et de flux	Toronto (Ontario)	5 avril 2018
Linda S. Huber Chef des finances FactSet Research Systems Inc., fournisseur d'information financière et d'applications analytiques	New York (New York) É.-U.	4 avril 2017
Eric R. La Flèche Président et chef de la direction Metro Inc., détaillant et distributeur de produits alimentaires	Montréal (Québec) Canada	20 mars 2012
Lorraine Mitchelmore Administratrice de sociétés	Calgary (Alberta) Canada	31 mars 2015
Madhu Ranganathan Vice-présidente à la direction et chef des finances OpenText Corporation, société de logiciels de gestion de l'information	Saratoga (Californie) É.-U.	7 avril 2021
Darryl White Chef de la direction BMO Groupe financier	Toronto (Ontario) Canada	24 mai 2017

Le mandat d'un administrateur de la Banque expire à l'assemblée annuelle des actionnaires suivante ou à l'élection ou à la nomination d'un remplaçant, sauf si le poste est laissé vacant plus tôt.

Depuis le 1^{er} novembre 2016, les administrateurs occupent les fonctions principales indiquées ci-dessus, ou d'autres fonctions auprès des mêmes sociétés, de sociétés que celles-ci ont remplacées ou de sociétés qui leur sont liées, sauf : Mme Brochu qui, avant le 30 décembre 2019, était présidente et chef de la direction d'Energi; M. Broderick qui, avant janvier 2018, était chef de la gestion des risques de Goldman Sachs & Co.; M. Cope qui, avant janvier 2020, était chef de la direction de BCE Inc.; M^{me} Edwards qui, avant février 2021, était une associée de Winston & Strawn LLP; M. Harquail qui, avant le 6 mai 2020, était chef de la direction de Franco-Nevada Corporation; Mme Huber qui, avant octobre 2020, était chef des finances et trésorière de MSCI Inc., et qui, avant juillet 2018, était vice-présidente directrice et chef des finances de Moody's Corporation; M^{me} Mitchelmore qui, avant juillet 2018, était présidente et chef de la direction d'Enlighten Innovations Inc., et qui, avant janvier 2016, était présidente du conseil canadien et vice-présidente directrice – pétrole lourd, de Shell Canada Limitée; M^{me} Ranganathan qui, avant mars 2018, était chef des finances de [24]7.ai, Inc.; et M. White qui, de novembre 2016 à octobre 2017, était chef de l'exploitation de la Banque et qui, de novembre 2014 à octobre 2016, était chef, BMO Marchés des capitaux.

Membres des comités du Conseil

Le Conseil d'administration compte quatre comités composés des membres suivants :

Comité d'audit et de révision : Jan Babiak (présidente), D' Martin S. Eichenbaum, David Harquail, Linda S. Huber et Madhu Ranganathan.

Comité de gouvernance et de mise en candidature : Christine Edwards (présidente), Jan Babiak, Sophie Brochu, Craig Broderick, George Cope et Lorraine Mitchelmore.

Comité des ressources humaines : Lorraine Mitchelmore (présidente), Sophie Brochu, George Cope, Christine Edwards et Eric La Flèche.

Comité d'évaluation des risques : Craig Broderick (président), Stephen Dent, D' Martin S. Eichenbaum, David Harquail, Linda S. Huber et Lorraine Mitchelmore.

Membres de la haute direction

Le tableau suivant présente les membres de la haute direction de la Banque au 30 novembre 2021.

NOM	FONCTIONS PRINCIPALES	LIEU DE RÉSIDENCE
Darryl White	Chef de la direction	Toronto (Ontario) Canada
Dan Barclay	Chef – BMO Marchés des capitaux	Toronto (Ontario) Canada
David R. Casper	Chef de la direction, BMO Financial Corp. et chef, Services bancaires aux entreprises Amérique du Nord	Northbrook (Illinois) É.-U.
Patrick Cronin	Chef – Gestion globale des risques	Toronto (Ontario) Canada
Cameron Fowler	Chef – Stratégie et opérations	Toronto (Ontario) Canada
Sharon Haward-Laird	Conseillère générale	Toronto (Ontario) Canada
Ernie Johannson	Chef – Services bancaires aux particuliers Amérique du Nord et services bancaires aux entreprises	Toronto (Ontario) Canada
Deland Kamanga	Chef – BMO Gestion de patrimoine	Toronto (Ontario) Canada
Mona Malone	Chef – Ressources humaines et chef – Talent et culture	Toronto (Ontario) Canada
Steve Tennyson	Chef – Technologie et opérations	Toronto (Ontario) Canada
Tayfun Tuzun	Chef des finances	Cincinnati (Ohio) É.-U.

Tous les membres de la haute direction mentionnés ci-dessus ont occupé leurs postes actuels ou occupé d'autres postes de direction au sein de la Banque de Montréal ou de ses filiales au cours des cinq dernières années, sauf M. Tuzun. Avant de se joindre à BMO, M. Tuzun a été vice-président à la direction et chef des finances de Fifth Third Bancorp où il a occupé diverses fonctions, notamment celles de premier vice-président et de trésorier et d'autres fonctions de direction liées à la trésorerie et aux finances.

Actions détenues par les administrateurs et les membres de la haute direction

À la connaissance de la Banque, au 31 octobre 2021, les administrateurs et les membres de la haute direction de la Banque de Montréal étaient propriétaires véritables, en tant que groupe, directement ou indirectement, d'un total de 184 565 actions ordinaires de la Banque de Montréal représentant moins de 0,1 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Banque de Montréal, ou exerçaient le contrôle ou avaient la haute main sur un tel pourcentage de ces actions.

Information supplémentaire au sujet des administrateurs et des membres de la haute direction

À la connaissance de la Banque, aucun administrateur ni membre de la haute direction de la Banque :

- a) n'est, au 31 octobre 2021, ni n'a été, au cours des 10 années antérieures, un administrateur, un chef de la direction ou un chef des finances d'une société (y compris la Banque) qui a fait l'objet de l'une ou l'autre des mesures suivantes :
 - i) un ordre (y compris une interdiction d'opérations ou un ordre similaire, ou encore un ordre qui interdisait à la société pertinente de se prévaloir des dispenses prévues par les lois sur les valeurs mobilières pendant plus de 30 jours consécutifs) rendu alors que l'administrateur ou le membre de la haute direction agissait en qualité d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances;

- ii) un ordre (y compris une interdiction d'opérations ou un ordre similaire, ou encore un ordre qui interdisait à la société pertinente de se prévaloir des dispenses prévues par les lois sur les valeurs mobilières pendant plus de 30 jours consécutifs) rendu après que l'administrateur ou le membre de la haute direction a cessé d'être administrateur, chef de la direction ou chef des finances et découlant d'un événement survenu alors que la personne en question agissait en qualité d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances;
- b) n'est, au 31 octobre 2021, ni n'a été, au cours des 10 années antérieures, administrateur ou membre de la haute direction d'une société (y compris la Banque), qui, pendant que cette personne agissait en cette qualité ou dans l'année suivant la date à laquelle elle a cessé d'agir en cette qualité, a fait faillite, a déposé une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité, ou a fait l'objet ou était à l'origine de poursuites, d'arrangements ou de concordats avec des créanciers, ou a fait nommer un liquidateur, un séquestre-gérant ou un syndic pour détenir ses biens, ou
- c) n'a, au cours des 10 années précédant le 31 octobre 2021, fait faillite, déposé une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité, ou n'a fait l'objet ou n'est à l'origine de poursuites, d'arrangements ou de concordats avec des créanciers, ni n'a fait nommer un liquidateur, un séquestre-gérant ou un syndic pour détenir ses biens.

À la connaissance de la Banque, aucun de ses administrateurs ou membres de la haute direction : a) ne s'est vu imposer des amendes ou des sanctions par un tribunal en vertu des lois sur les valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières ni n'a conclu d'entente de règlement avec une telle autorité ou b) ne s'est vu imposer des amendes ou des sanctions par un tribunal ou une autorité de réglementation qui seraient probablement considérées comme importantes pour un investisseur raisonnable qui prend une décision en matière de placement.

POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI

Une description de certaines poursuites auxquelles la Banque est partie est présentée à la rubrique « Poursuites judiciaires » de la note 24 afférente aux états financiers de 2021, note que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

Dans le cours normal des activités, la Banque et ses filiales pourraient se voir imposer des droits ou des amendes par une autorité de réglementation des valeurs mobilières canadienne relativement à des questions administratives, dont des retards dans le dépôt de documents ou la communication d'information, qui peuvent être considérés comme des pénalités ou des sanctions aux termes de la réglementation en valeurs mobilières canadienne, mais qui ne sont pas, individuellement ou dans l'ensemble, importants pour la Banque. En outre, la Banque et ses filiales sont assujetties à la réglementation de nombreuses autorités de réglementation du monde entier. Par conséquent, les droits, pénalités administratives, conventions de règlement et sanctions peuvent être catégorisés différemment par certaines autorités de réglementation. Toutefois, les pénalités de ces différentes catégories imposées à la Banque et à ses filiales au cours de l'exercice 2021 ne sont pas importantes, et elles ne seront probablement pas considérées comme importantes pour un investisseur raisonnable qui prend une décision en matière de placement. Depuis le 1^{er} novembre 2020, la Banque et ses filiales n'ont conclu aucune entente de règlement importante avec un tribunal relativement aux lois en valeurs mobilières ou avec une autorité en valeurs mobilières.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et chargé de la tenue des registres pour les actions ordinaires et les actions privilégiées de la Banque est Société de fiducie Computershare du Canada. Cet agent a des bureaux situés à Montréal, à Toronto, à Calgary et à Vancouver. En outre, Computershare Investor Services PLC et Computershare Trust Company, N. A. agissent à titre d'agents des transferts et agents chargés de la tenue des registres pour les actions ordinaires à Bristol, au Royaume-Uni, et à Canton, dans le Maine, respectivement.

INTÉRÊTS DES EXPERTS

Les auditeurs des actionnaires de la Banque sont KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. ont confirmé qu'ils sont indépendants à l'égard de la Banque au sens des règles pertinentes et interprétations connexes prescrites par les organismes professionnels compétents au Canada ainsi que de la législation ou de la réglementation applicables, et qu'ils sont des comptables indépendants à l'égard de la Banque en vertu de toutes les normes professionnelles et réglementaires des États-Unis pertinentes.

INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT ET DE RÉVISION

Composition du comité d'audit et de révision

Le comité d'audit et de révision de la Banque comprend les cinq membres suivants : Jan Babiak (présidente), D^r Martin S. Eichenbaum, David Harquail, Linda S. Huber et Madhu Ranganathan. Les responsabilités et fonctions du comité sont énoncées dans la charte du comité, qui est jointe à l'annexe I de la présente notice annuelle.

Le Conseil d'administration a déterminé que la composition du comité d'audit et de révision reflète un degré élevé de compétences financières et d'expertise. Chaque membre du comité d'audit et de révision est « indépendant » et possède des « compétences financières », au sens des lois sur les valeurs mobilières du Canada et au sens donné aux expressions *independent* et *financially literate* dans les lois sur les valeurs mobilières des États-Unis et les normes d'inscription en matière de gouvernance d'entreprise de la NYSE, et M^{me} Babiak, M^{me} Huber et M^{me} Ranganathan sont toutes des « experts financiers du comité d'audit », au sens donné à l'expression *Audit Committee Financial Expert* dans les lois sur les valeurs mobilières des États-Unis. Le Conseil en est arrivé à ces conclusions en se fondant sur la formation de chaque membre du comité. Les paragraphes suivants décrivent la formation et l'expérience pertinentes de chaque membre de ce comité :

M^{me} Babiak est titulaire d'un B.B.A. spécialisé en comptabilité de l'université d'Oklahoma et d'un M.B.A. de la Baldwin Wallace University. Elle détient le titre de *Chartered Accountant* au Royaume-Uni et de *Certified Public Accountant* aux États-Unis. M^{me} Babiak siège au conseil d'autres sociétés fermées et ouvertes et était auparavant associée directrice chez Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

D' Eichenbaum est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université McGill et d'un doctorat en économie de l'université du Minnesota. Il a siégé au conseil consultatif du Global Markets Institute de Goldman Sachs. En 2015, il a terminé un mandat de quatre ans en tant que corédacteur en chef de l'*American Economic Review*. Il a été consultant des Federal Reserve Banks à Atlanta et à Chicago et du Fonds monétaire international.

M. Harquail est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie géologique de l'université de Toronto et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université McGill, et il est ingénieur agrégé en Ontario. Il est actuellement président du conseil de Franco-Nevada Corporation, société cotée en bourse dont il était auparavant le président et chef de la direction. M. Harquail a été auparavant administrateur et président du conseil de World Gold Council. Il compte plus de 35 ans d'expérience auprès de conseils de sociétés ouvertes et à but non lucratif et de conseils consultatifs de groupes de travail.

Mme Huber est titulaire d'un M.B.A. de la Stanford Graduate School of Business et d'un baccalauréat (avec mention très bien) en commerce et économie de l'université de Lehigh. Mme Huber est chef des finances de FactSet Research Systems Inc. Elle était, avant octobre 2020, chef des finances et trésorière de MSCI. Avant de se joindre à MSCI en 2019, elle était vice-présidente directrice et chef des finances de Moody's Corporation. Avant de se joindre à Moody's en 2005, Mme Huber a occupé divers postes de haute direction dans le secteur des services financiers, notamment ceux de vice-présidente directrice et chef des finances de U.S. Trust Company, filiale de Charles Schwab & Company, Inc.; de directrice générale de Freeman & Co.; et de vice-présidente, Stratégie d'entreprise et expansion des affaires, et de vice-présidente et trésorière adjointe de PepsiCo.

Mme Ranganathan est titulaire d'un MBA de la University of Massachusetts et d'un baccalauréat en comptabilité de la University of Madras. Elle est membre de l'Institute of Chartered Accountants en Inde et de l'American Institute of Certified Public Accountants aux États-Unis. Mme Ranganathan est vice-présidente à la direction et chef des finances d'OpenText Corporation. Avant mars 2018, elle était chef des finances de [24]7.ai, Inc. Mme Ranganathan siège actuellement au conseil d'Akamai Technologies, Inc. et préside son comité d'audit.

Honoraire des auditeurs des actionnaires et politiques et procédures d'approbation préalable

Pour de l'information sur la rémunération versée à KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. pour les exercices clos les 31 octobre 2021 et 2020, et sur les politiques et procédures connexes d'approbation préalable, se reporter à la page 120 du rapport de gestion de 2021, page que la Banque intègre aux présentes par renvoi.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

Vous trouverez des renseignements complémentaires sur la Banque de Montréal sur le site Web de la Banque à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur celui de SEDAR (Système électronique de données, d'analyse et de recherche) à www.sedar.com et sur celui de la SEC à www.sec.gov/edgar. Les informations qui sont contenues dans les sites Web mentionnés aux présentes ou auxquelles ces sites Web donnent accès ne font pas partie du présent document.

Les circulaires de sollicitation de procurations de la Banque renferment de plus amples renseignements au sujet, notamment, de la rémunération des administrateurs et des membres de la haute direction, des prêts qui leur ont été consentis, ainsi que des actions qu'ils détiennent aux termes de régimes de rémunération en titres de capitaux propres. La plus récente circulaire de sollicitation de procurations se rapporte à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque qui s'est tenue le 7 avril 2021 et est datée du 11 février 2021 (la circulaire de 2021). La Banque prévoit que la prochaine circulaire de sollicitation de procurations relative à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque qui se tiendra le 13 avril 2022 sera datée du 14 février 2022.

Les états financiers de 2021 et le rapport de gestion de 2021 pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 renferment des renseignements financiers supplémentaires.

Vous pouvez obtenir un exemplaire de la présente notice annuelle, ainsi que des états financiers de 2021, du rapport de gestion de 2021, du rapport annuel de 2021 de la Banque et de la circulaire de 2021 (une fois que la Banque aura envoyé ces documents aux actionnaires par la poste) en communiquant avec la Banque à l'adresse suivante :

Banque de Montréal
Secrétariat général
100 King Street West
1 First Canadian Place, 21st Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5X 1A1

Téléphone : 416 867-6785
Télécopieur : 416 867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

ANNEXE I

BANQUE DE MONTRÉAL

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT ET DE RÉVISION

Le Comité est chargé d'aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance concernant l'intégrité de l'information financière présentée par la Banque; l'efficacité des contrôles internes de la Banque; les compétences, l'indépendance et le rendement de l'auditeur indépendant; la conformité de la Banque aux exigences prévues par la loi ou la réglementation; les opérations avec apparentés; les conflits d'intérêts et les renseignements confidentiels ainsi que les normes de conduite et d'éthique.

De plus, le Comité agit à titre de comité d'audit et de révision des filiales désignées.

PARTIE I

MANDAT

Le Comité, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs sous-comités, s'acquitte des fonctions énoncées dans la présente chartre et des autres fonctions qui peuvent être nécessaires ou appropriées, notamment des fonctions suivantes :

1.1 Information financière

- 1.1.1 examiner, de concert avec la direction et les auditeurs des actionnaires :
- i) le caractère approprié de la comptabilité et de la communication de l'information financière de la Banque ainsi que toute modification afférente;
 - ii) le traitement comptable des principaux risques et incertitudes, leur présentation et leurs incidences;
 - iii) les modifications importantes pertinentes proposées des normes de comptabilité et des normes ou des règlements en valeurs mobilières;
 - iv) les estimations et les jugements clés de la direction;
 - v) les principaux problèmes concernant l'audit et la communication de l'information financière ainsi que les moyens pris pour les régler;
 - vi) les questions de fiscalité qui sont importantes pour les états financiers;
- 1.1.2 examiner les documents et les renseignements suivants avec la direction et les auditeurs des actionnaires et les approuver ou, s'il y a lieu, en recommander l'approbation par le Conseil :
- i) avant qu'ils ne soient examinés par le Conseil ou communiqués au public, les états financiers annuels consolidés audités, les états financiers intermédiaires non audités et les rapports de gestion connexes, la notice annuelle et toutes les autres données, financières ou non (dans la mesure jugée appropriée), que contiennent les documents d'information importants destinés au public (sauf les ratios de couverture par les bénéfices, les tableaux de la structure du capital et certaines données financières tirées de ce qui précède);
 - ii) les déclarations destinées au BSIF qui doivent être examinées en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada);
- 1.1.3 demander à la direction de confirmer que les documents financiers annuels et intermédiaires déposés par la Banque présentent à tous égards importants une image fidèle de la situation financière de la Banque ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie à la date pertinente et pour les périodes pertinentes, avant de recommander au Conseil de les approuver;
- 1.1.4 passer en revue les types de renseignements et de présentations qui doivent être fournis aux agences de cotation et aux analystes (le cas échéant) concernant les perspectives de résultats;
- 1.1.5 s'assurer que des procédures adéquates sont en place pour l'examen de l'information financière tirée ou dérivée des états financiers de la Banque, qui est destinée à être rendue publique et que le Comité n'a pas étudiée par ailleurs.

1.2 Contrôles internes

- 1.2.1 superviser la conception, la mise en œuvre, le maintien et l'efficacité des contrôles internes de la Banque, y compris des contrôles permettant de prévenir, de reconnaître et de détecter les fraudes; examiner d'autres politiques générales de la Banque et en faire le suivi, comme le Comité le juge approprié;
- 1.2.2 exiger de la direction qu'elle conçoive, mette en œuvre et maintienne des procédures appropriées de contrôle interne;
- 1.2.3 examiner les attestations de la direction et son évaluation du contrôle interne de la Banque concernant la communication de l'information financière et le rapport des auditeurs des actionnaires à cet égard;
- 1.2.4 examiner les rapports sur l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information;
- 1.2.5 examiner les rapports de la direction et de l'auditeur en chef quant à l'existence de déficiences significatives ou de faiblesses importantes dans la conception ou le fonctionnement du contrôle interne, de la gestion des risques ainsi que des systèmes et des processus de gouvernance de la Banque, y compris des contrôles concernant la communication de l'information financière, en discuter; passer en revue toutes les recommandations, ainsi

que les plans de mesures correctrices, y compris l'état des plans de mesures correctrices mis en œuvre par la direction pour corriger les déficiences relevées; discuter de la possibilité qu'existent des déficiences semblables ou liées dans un autre secteur de la Banque;

1.2.6 examiner, au besoin, la correspondance relative aux demandes ou aux enquêtes des organismes de réglementation concernant les contrôles internes.

1.3 Fonction d'audit interne

1.3.1 surveiller et examiner au moins une fois par année l'ensemble de la fonction d'audit interne, ses ressources et son indépendance; examiner et approuver le plan d'audit annuel, notamment s'assurer que le plan d'audit est fondé sur le risque et comprend un audit approprié et des exigences du cycle de vérification en plus de fournir une base de confiance pour le Comité;

1.3.2 examiner et approuver le mandat de l'Audit interne de la Banque, qui énonce le mandat de la fonction d'audit interne et de l'auditeur en chef;

1.3.3 conjointement avec le Comité des ressources humaines, examiner et recommander au Conseil la nomination, la réaffectation ou le licenciement de l'auditeur en chef, au besoin, et évaluer annuellement son efficacité, puis examiner et approuver son mandat;

1.3.4 examiner et approuver chaque année la structure organisationnelle, le budget, le plan de dotation en ressources et les priorités stratégiques de la fonction d'audit interne et évaluer son efficacité compte tenu de son rôle de fonction de contrôle indépendante;

1.3.5 examiner les résultats des examens périodiques indépendants de la fonction d'audit interne;

1.3.6 examiner le rapport trimestriel de l'auditeur en chef ainsi que les mesures prises par la direction à cet égard;

1.3.7 examiner tout autre rapport que l'auditeur en chef soumet au Comité;

1.3.8 communiquer directement avec l'auditeur en chef et participer à son embauche initiale ainsi qu'à son évaluation régulière.

1.4 Auditeurs des actionnaires

1.4.1 examiner et évaluer les compétences, l'indépendance, l'objectivité et le scepticisme professionnel des auditeurs des actionnaires et de l'associé responsable de l'audit;

1.4.2 examiner chaque année le rendement des auditeurs des actionnaires, notamment évaluer leur efficacité et la qualité de leur service, pour pouvoir formuler une recommandation éclairée concernant leur réaffectation et, périodiquement, effectuer un examen complet de leur rendement sur plusieurs années afin d'évaluer le cabinet d'audit comptable, son indépendance et son degré de scepticisme professionnel;

1.4.3 examiner les rapports des constatations d'audit avec les auditeurs des actionnaires, l'auditeur en chef et la direction, notamment :

- i) la qualité des états financiers;
- ii) l'évaluation que font les auditeurs des actionnaires du contrôle interne de la Banque concernant la communication de l'information financière;
- iii) le degré de collaboration dont la direction a fait preuve envers les auditeurs des actionnaires et les difficultés ou les problèmes qu'ils ont rencontrés en accomplissant leur mission, entre autres, les réponses de la direction à cet égard, les restrictions imposées par la direction ou les questions comptables importantes à propos desquelles ils étaient en désaccord avec la direction;
- iv) les préoccupations exprimées par les auditeurs des actionnaires concernant la comptabilité et l'audit, y compris le risque d'inexactitudes importantes;
- v) le caractère approprié et la qualité de toutes les conventions et méthodes comptables essentielles employées par la Banque et du choix des nouvelles conventions et méthodes comptables;
- vi) les questions importantes de jugement qui ont été discutées avec la direction, les ramifications de leur application et le traitement que privilégient les auditeurs des actionnaires, ainsi que toutes les autres communications importantes qu'ils ont eues avec la direction;

et informer le Conseil de ces questions dans la mesure jugée appropriée;

1.4.4 surveiller le règlement des différends qui surviennent entre les auditeurs des actionnaires et la direction;

1.4.5 examiner toute la correspondance importante que les auditeurs des actionnaires et la direction échangent au sujet des constatations d'audit;

1.4.6 examiner le rapport que les auditeurs des actionnaires ont établi en vertu de l'article 328 de la *Loi sur les banques* (Canada);

1.4.7 obtenir et analyser, au moins une fois par année, un rapport des auditeurs des actionnaires exposant : (i) leurs procédures internes de contrôle de la qualité; (ii) les questions importantes soulevées à la suite du plus récent examen interne de contrôle de la qualité ou de leur plus récent examen par des pairs, ou encore à la suite d'enquêtes que les autorités gouvernementales ou professionnelles, notamment le Conseil canadien sur la reddition de comptes et le Public Company Accounting Oversight Board, ont menées au cours des cinq années précédentes sur une ou plusieurs de leurs missions; (iii) les mesures prises pour régler ces questions; (iv) les procédures internes que les auditeurs des actionnaires emploient pour assurer leur indépendance et (v) le détail des relations d'affaires qu'ils entretiennent avec la Banque;

1.4.8 étudier tous les avis devant être transmis au Comité par les auditeurs des actionnaires, y compris ceux exigés par le Conseil canadien sur la reddition de comptes, le Bureau du surintendant des institutions financières et le Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, et prendre à cet égard les mesures nécessaires et faire les recommandations qui s'imposent au Conseil;

1.4.9 analyser les modalités de la mission des auditeurs des actionnaires; le plan d'audit annuel, notamment s'assurer que le plan d'audit est fondé sur le risque et répond de manière appropriée aux risques d'inexactitudes importantes, ainsi que tout changement au seuil d'importance relative utilisé par les auditeurs des actionnaires; le montant total des honoraires à payer et faire les recommandations qui s'imposent au Conseil;

1.4.10 examiner une confirmation annuelle écrite des auditeurs des actionnaires attestant leur indépendance en conformité avec les règles applicables et qu'ils relèvent directement du Comité, en leur qualité de représentants des actionnaires de la Banque;

- 1.4.11 examiner la norme sur l'indépendance des auditeurs de la Banque et recommander au Conseil de l'approuver;
- 1.4.12 approuver à l'avance tous les services d'audit et tous les services non liés à l'audit autorisés par les auditeurs des actionnaires, conformément à la norme sur l'indépendance des auditeurs de la Banque;
- 1.4.13 actionnaires, actuels ou antérieurs, et examiner la rotation de l'associé responsable de l'audit chez les auditeurs des actionnaires.

1.5 Fonctions de conformité financière, juridique et réglementaire

- 1.5.1 conjointement avec le Comité des ressources humaines, examiner et recommander au Conseil la nomination, la réaffectation ou le licenciement respectifs du chef des finances, du conseiller général et du chef de la conformité, au besoin, et évaluer annuellement leur efficacité, puis examiner et approuver leurs mandats respectifs;
- 1.5.2 examiner et approuver chaque année la structure organisationnelle, le budget, le plan de dotation en ressources et les priorités stratégiques des fonctions de finances, juridiques et de conformité et évaluer leur efficacité compte tenu de leur rôle de fonctions de contrôle indépendantes;
- 1.5.3 examiner les résultats des examens périodiques indépendants des fonctions de finances et de conformité;
- 1.5.4 examiner et surveiller l'état des plans de mesures correctrices mis en œuvre par la direction pour corriger les déficiences relevées.

1.6 Gestion du risque financier

- 1.6.1 surveiller les risques financiers importants auxquels la Banque est exposée ainsi que les mesures que la direction a prises pour surveiller et contrôler ces risques;
- 1.6.2 examiner les investissements ou les opérations qui sont susceptibles de nuire à la situation financière de la Banque et que les auditeurs des actionnaires ou tout dirigeant de la Banque peuvent signaler au Comité.

1.7 Respect des lois et des règlements

- 1.7.1 examiner et approuver la politique générale relative aux risques juridiques, réglementaires et de réputation;
- 1.7.2 étudier, avec le conseiller général et le chef de la conformité de la Banque, le caractère adéquat et l'efficacité du programme de conformité de l'organisation et les résultats des activités de surveillance connexes;
- 1.7.3 examiner un rapport annuel sur toute question litigieuse importante et, chaque trimestre, les faits nouveaux importants;
- 1.7.4 examiner et approuver le cadre du programme de la Banque concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes, y compris les principales politiques et toute modification importante à cet égard;
- 1.7.5 rencontrer, au moins une fois par année, le responsable, Lutte contre le blanchiment d'argent et l'auditeur en chef pour examiner leurs rapports respectifs sur le programme de la Banque concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes;
- 1.7.6 rencontrer chaque année des représentants du BSIF, à titre de Comité ou en tant qu'élément du Conseil, pour recevoir le rapport du BSIF sur les résultats de son examen annuel de la Banque;
- 1.7.7 examiner tous les autres rapports pertinents que les organismes de réglementation produisent à l'intention de la Banque ainsi que les mesures exigées de la direction en conséquence.

1.8 Normes de conduite et durabilité

- 1.8.1 examiner le code de conduite de BMO et soumettre des recommandations au Conseil quant à son approbation;
- 1.8.2 approuver toute exception au code de conduite de BMO, dans la mesure appropriée;
- 1.8.3 évaluer l'efficacité du cadre de gouvernance de la Banque visant à i) promouvoir une culture éthique, ii) encourager le respect de l'esprit et de la lettre des lois, des règlements et des protections offertes aux consommateurs applicables et iii) réduire les cas d'inconduite;
- 1.8.4 réviser, au moins tous les deux ans, les procédures applicables à la réception, à la conservation et au traitement des plaintes adressées à la Banque au sujet de la comptabilité, du contrôle interne concernant la communication de l'information financière ou les questions d'audit ainsi qu'à l'expression confidentielle et anonyme par des employés de la Banque de préoccupations concernant des points discutables de comptabilité ou d'audit;
- 1.8.5 examiner les rapports concernant les préoccupations des employés ou des clients reçus par l'intermédiaire du Bureau de l'ombudsman;
- 1.8.6 approuver le document intitulé « Rapport de durabilité et Déclaration annuelle » de BMO avant sa divulgation;
- 1.8.7 examiner tout rapport transmis par la voie hiérarchique que le Comité a reçu conformément aux procédures écrites adoptées par le Comité. La procédure de communication par la voie hiérarchique de la Banque, qui a été adoptée par les Services juridiques de la Banque, énonce un protocole de communication conforme à l'article 307 de la *loi Sarbanes-Oxley de 2002* pour les avocats de la Banque, dans le cas d'une violation importante de certaines lois;
- 1.8.8 déterminer la nécessité d'une enquête à l'égard de tout rapport transmis par la voie hiérarchique et superviser cette enquête, le cas échéant.
- 1.8.9 évaluer l'efficacité de la Banque dans la gouvernance des questions liées à la durabilité.

1.9 Opérations avec apparentés

- 1.9.1 vérifier l'efficacité du repérage des opérations avec apparentés et des procédures mises en place par la direction pour les personnes apparentées et intéressées, et surveiller la conformité aux lois applicables;

- 1.9.2 examiner et approuver, dans la mesure jugée appropriée : (i) les pratiques visant à repérer les opérations avec apparentés susceptibles de porter atteinte à la stabilité ou à la solvabilité de la Banque et (ii) les critères de mesure et les niveaux de référence pour les opérations permises;
- 1.9.3 examiner et, le cas échéant, approuver les modalités et les conditions des prêts consentis à des apparentés qui excèdent les niveaux de référence établis pour de telles opérations;
- 1.9.4 examiner les rapports présentés au Comité sur les opérations avec apparentés et parties intéressées.

1.10 Conflits d'intérêts et renseignements confidentiels

- 1.10.1 vérifier les procédures mises en place par la Banque pour repérer et résoudre les conflits d'intérêts et, dans la mesure du possible, en réduire les incidences;
- 1.10.2 vérifier les procédures mises en place par la Banque pour restreindre l'utilisation et la communication de renseignements confidentiels;
- 1.10.3 examiner et approuver la politique de la Banque *Communication de l'information, Politique générale*;
- 1.10.4 examiner les rapports présentés au Comité concernant l'utilisation et la communication de renseignements sur les clients et les employés;
- 1.10.5 surveiller la conformité de la Banque aux lois sur la protection de la vie privée.

1.11 Mesures et plaintes liées à la protection des consommateurs

- 1.11.1 vérifier les procédures mises en place par la Banque pour la communication de renseignements aux clients, comme l'exigent la *Loi sur les banques* (Canada), la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada) et la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada);
- 1.11.2 vérifier les procédures mises en place par la Banque pour le traitement des plaintes;
- 1.11.3 examiner le rapport annuel du Bureau de l'ombudsman sur le règlement des plaintes;
- 1.11.4 vérifier les procédures mises en place par la Banque pour respecter les obligations imposées par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada et les autorités de réglementation américaines compétentes;
- 1.11.5 examiner les rapports présentés au Comité concernant la communication de renseignements aux clients et les plaintes.

1.12 Frais de transport aérien et comptes de dépenses du chef de la direction

- 1.12.1 examiner et approuver, une fois par année, le rapport sur les frais de transport aérien de la Banque et les comptes de dépenses du chef de la direction;
- 1.12.2 le président du Comité examine une fois par trimestre le rapport sur les comptes de dépenses du chef de la direction.

PARTIE II

COMPOSITION

2.1 Membres

- 2.1.1 Le Comité se compose de trois administrateurs ou plus, selon le nombre déterminé par le Conseil. La majorité des membres n'appartient pas au « groupe » de la Banque au sens de la *Loi sur les banques* (Canada). Chaque membre du Comité est (i) un administrateur qui n'est ni dirigeant ni employé de la Banque ou d'une entité du groupe de la Banque et est (ii) « indépendant » au sens de la législation sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et aux États-Unis ainsi que des règles de la Bourse de New York.
- 2.1.2 Les membres du Comité possèdent des compétences financières ou doivent acquérir de telles compétences dans un délai raisonnable après leur nomination au Comité. Au moins un membre du Comité est admissible à titre d'expert financier du Comité d'audit. Les membres du Comité ne doivent pas siéger au comité d'audit de plus de trois sociétés ouvertes sans avoir obtenu l'approbation du Conseil.
- 2.1.3 Chaque année, après l'assemblée des actionnaires au cours de laquelle les administrateurs sont élus, le Conseil désigne les membres et le président du Comité après avoir étudié les recommandations du Comité de gouvernance et de mise en candidature. Le Conseil peut nommer un membre du Comité afin de pourvoir un poste qui devient vacant entre deux élections annuelles des administrateurs et, s'il le juge approprié, augmenter le nombre de membres du Comité. Si un membre du Comité devient membre du « groupe » de la Banque au sens de la *Loi sur les banques* (Canada), il peut continuer à faire partie du Comité avec l'approbation du Comité de gouvernance et de mise en candidature, qui prend la décision après consultation du conseiller général de la Banque. Le Conseil peut destituer ou remplacer l'un ou l'autre des membres du Comité à n'importe quel moment.
- 2.1.4 En plus de toute orientation fournie par le Comité de gouvernance et de mise en candidature, le président du Comité donne une séance d'orientation aux nouveaux membres du Comité au sujet de leurs fonctions et responsabilités en qualité de membres du Comité.
- 2.1.5 Le Comité peut inviter d'autres administrateurs aux réunions du Comité ou leur fournir autrement l'information dont ils ont besoin pour acquérir d'autres compétences particulières nécessaires à l'exécution de leur mandat.

PARTIE III

FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

3.1 Réunions

- 3.1.1 Le Comité se réunit aussi souvent qu'il le jugera nécessaire, mais pas moins d'une fois par trimestre. Le président du Conseil, le président du Comité ou deux membres du Comité peuvent convoquer des réunions. Le président du Comité est tenu de convoquer une réunion lorsqu'un autre membre du Comité, les auditeurs des actionnaires l'auditeur en chef, le président du Conseil, le chef de la direction, le chef des finances ou le conseiller général lui en font la demande.
- 3.1.2 Les membres du Comité et les auditeurs des actionnaires doivent être avisés de la date, de l'heure et du lieu de chaque réunion du Comité, exception faite des réunions spéciales, au moins 48 heures à l'avance. Le quorum prescrit pour la tenue des réunions est la majorité des membres. Le Comité peut exercer ses pouvoirs au cours d'une réunion où le quorum est atteint et où la majorité des membres présents assistent à la réunion en personne, par téléphone ou grâce à un moyen électronique, ou en vertu d'une résolution signée par tous les membres ayant le droit de voter concernant cette résolution à une réunion du Comité. Chaque membre a droit à une voix dans le cadre des travaux du Comité.
- 3.1.3 Les membres devront être avisés de la date, de l'heure et du lieu des réunions spéciales au moins deux heures à l'avance.
- 3.1.4 Le président du Comité dirige toutes les réunions du Comité auxquelles il assiste et, après avoir consulté le chef des finances, l'auditeur en chef, les auditeurs des actionnaires et le conseiller général, il établit l'ordre du jour de chaque réunion du Comité. Cet ordre du jour ainsi que les autres documents que le président juge nécessaires sont remis à chacun des membres du Comité au moins 48 heures avant la tenue de la réunion en question, exception faite des réunions spéciales. À l'occasion, le président désigne un secrétaire du Comité, qui peut être, ou non, membre du Comité. Un procès-verbal doit être dressé pour chacune des réunions et conservé par le secrétaire général de la Banque.
- 3.1.5 Les membres du Comité déterminent eux-mêmes le mode de déroulement des réunions, à moins que les règlements internes de la Banque, une résolution du Conseil d'administration ou la présente charte ne prévoient d'autres dispositions.
- 3.1.6 Au moins une fois par trimestre, lors de séances à huis clos distinctes, le Comité rencontre chacun des auditeurs des actionnaires et l'auditeur en chef ainsi que la direction, au besoin, notamment le chef des finances, le conseiller général, le chef de la conformité et le responsable, Lutte contre le blanchiment d'argent.
- 3.1.7 Les membres du Comité se réunissent seuls après chaque réunion.
- 3.1.8 Le Comité peut convier à ses réunions n'importe quel administrateur, dirigeant ou employé de la Banque, ou le conseiller juridique, ou les auditeurs des actionnaires de la Banque, ou toute autre personne, s'il y a lieu, afin d'obtenir leur concours pour la discussion et l'examen des questions à l'étude. Les auditeurs des actionnaires ont le droit d'assister, aux frais de la Banque, à n'importe laquelle des réunions du Comité et ont le droit de s'y faire entendre.

3.2 Rapports

- 3.2.1 Lors de la réunion suivante du Conseil, le Comité rend compte des travaux de chacune des réunions du Comité et de toutes les recommandations qui en découlent. Il soumet au Conseil les recommandations qu'il juge pertinentes et il dispose des pouvoirs décisionnels que le Conseil lui confère s'il y a lieu. Le

Comité approuve le rapport du Comité à inclure dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Banque et les autres rapports sur ses activités que la Banque ou le Conseil peuvent exiger de temps à autre. De plus, le Comité est chargé de préparer et de soumettre au Conseil pour examen et approbation le rapport que le Conseil doit présenter au BSIF dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice de la Banque et qui porte sur les travaux du Comité au cours de l'année dans l'exercice de ses responsabilités de révision.

3.3 Accès à la direction et aux conseillers externes et formation continue

- 3.3.1 Le Comité jouit d'un accès libre et complet auprès des membres de la direction et des employés, de l'auditeur en chef et des auditeurs des actionnaires. Il a le pouvoir de retenir les services de conseillers juridiques, de consultants ou d'autres conseillers indépendants pour toute question particulière ou pour l'aider à s'acquitter de ses responsabilités, et ce, sans avoir à consulter les dirigeants de la Banque ni à obtenir leur approbation. La Banque est tenue de fournir au Comité les fonds qu'il juge suffisants pour acquitter : la rémunération des auditeurs des actionnaires dont les services sont retenus pour qu'ils préparent et diffusent un rapport d'audit ou qu'ils exécutent des services d'audit, d'examen ou d'attestation pour la Banque; la rémunération des conseillers embauchés par le Comité; les dépenses administratives courantes que le Comité doit engager pour remplir ses obligations.
- 3.3.2 Le Comité a accès à des programmes de formation continue pour l'aider à s'acquitter de ses responsabilités, et la Banque fournit des fonds suffisants pour ces programmes.

3.4 Examen et évaluation annuels

- 3.4.1 Le Comité s'assure qu'un examen et une évaluation de son rendement et de son efficacité, y compris de sa conformité à la présente charte, sont effectués chaque année, conformément au processus établi par le Comité de gouvernance et de mise en candidature du Conseil et approuvé par le Conseil. Le bilan de l'examen et de l'évaluation doit être communiqué conformément au processus établi par le Comité de gouvernance et de mise en candidature du Conseil et approuvé par le Conseil.
- 3.4.2 Le Comité évalue le caractère adéquat de la présente charte une fois par année en tenant compte de toutes les exigences prévues par la loi et la réglementation qui s'appliquent à lui, ainsi que des meilleures pratiques recommandées par les bourses ou les organismes de réglementation auxquels la Banque est tenue de soumettre de l'information; s'il y a lieu, il recommande des modifications au Comité de gouvernance et de mise en candidature du Conseil.

3.5 Définitions

« **auditeurs des actionnaires** » s'entend des auditeurs indépendants aux fins des états financiers de la Banque.

« **Banque** » s'entend de la Banque de Montréal et, selon le contexte, de ses filiales.

« **BSIF** » s'entend du Bureau du surintendant des institutions financières.

« **Comité** » s'entend du Comité d'audit et de révision du Conseil d'administration de la Banque de Montréal.

« **Conseil** » s'entend du Conseil d'administration de la Banque de Montréal.

« **expert financier du Comité d'audit** » s'entend d'une personne qui remplit les conditions suivantes :

- i) elle comprend les principes comptables généralement reconnus et les états financiers;
- ii) elle est en mesure d'évaluer l'application générale de ces principes par rapport à la comptabilisation des estimations, des comptes de régularisation et des réserves;
- iii) elle a de l'expérience dans l'établissement, l'audit, l'analyse ou l'évaluation d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables dans l'ensemble à ceux des questions dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Banque, ou de l'expérience dans la supervision active d'une ou de plusieurs personnes exerçant de telles activités;
- iv) elle comprend le contrôle interne concernant la communication de l'information financière;
- v) elle comprend les fonctions du Comité d'audit;

en raison :

- a) de sa formation et de son expérience comme chef des finances, chef comptable, contrôleur, expert-comptable ou auditeur, ou de son expérience dans un ou plusieurs postes comportant l'exercice de fonctions analogues;
- b) de son expérience de supervision active d'un chef des finances, d'un chef comptable, d'un contrôleur, d'un expert-comptable, d'un auditeur ou d'une personne exerçant des fonctions analogues;
- c) de son expérience de surveillance ou d'évaluation du rendement de sociétés ou d'experts-comptables concernant l'établissement, l'audit ou l'évaluation d'états financiers;
- d) d'une autre expérience pertinente.

« **filiales désignées** » désigne les filiales de la Banque pour lesquelles le Comité agit à titre de Comité d'audit et de révision, lorsque le Conseil le requiert.

« **littératie financière** » s'entend de la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables dans l'ensemble à ceux des questions dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Banque.

« **norme sur l'indépendance des auditeurs** » s'entend de la norme sur l'indépendance des auditeurs de la Banque, laquelle fournit des lignes directrices concernant l'embauche des auditeurs des actionnaires afin qu'ils fournissent des services d'audit et des services autorisés non liés à l'audit à la Banque, à ses filiales et à des entités importantes sur lesquelles la Banque exerce une influence significative.

« **responsable, Lutte contre le blanchiment d'argent** » désigne le responsable que la Banque nomme à ce titre.

ANNEXE II

CATÉGORIES D'ÉVALUATION

a) Standard & Poor's (« S&P »)

S&P a recours à diverses échelles d'évaluation pour attribuer des notes aux dettes à court terme, aux dettes à long terme et aux actions privilégiées. Les notes attribuées par S&P aux dettes à court terme sont habituellement attribuées aux obligations qui sont réputées constituer des dettes à court terme sur le marché pertinent. Ces notes sont également utilisées pour indiquer la solvabilité d'un débiteur à l'égard des droits d'encaissement par anticipation dont les obligations à long terme sont assorties. Les obligations à court terme notées A-1 dénotent, selon S&P, une solide capacité de la part de la Banque de respecter ses engagements financiers à l'égard de celles-ci.

Les notes attribuées par S&P aux dettes à long terme sont fondées, à différents degrés, sur l'analyse des hypothèses suivantes : la probabilité de paiement – soit la capacité et la volonté du débiteur de respecter ses engagements financiers à l'égard d'une obligation conformément aux modalités de celle-ci, la nature et les dispositions de l'obligation financière, ainsi que la protection accordée à l'égard de l'obligation financière en cas de faillite, de restructuration ou d'un autre arrangement en vertu des lois en matière de faillite et des autres lois touchant les droits des créanciers et la position relative de l'obligation. Une obligation notée A signifie que l'obligation est un peu plus sensible aux effets défavorables de changements survenus dans les circonstances et la conjoncture économique que les obligations ayant obtenu une note plus élevée. Cependant, la capacité du débiteur de satisfaire à ses engagements financiers à l'égard de l'obligation demeure solide. Une obligation notée BBB est assortie de paramètres de protection appropriés. Toutefois, il est plus probable qu'une conjoncture économique défavorable ou un changement de circonstances affaiblisse la capacité du débiteur de respecter ses engagements financiers pour ce type d'obligation. Les notes AA à CCC peuvent être modifiées par l'ajout d'un signe plus (+) ou d'un signe moins (-) pour indiquer leur position relative au sein de la catégorie de notes.

La note attribuée par S&P aux actions privilégiées selon l'échelle canadienne constitue une opinion prospective sur la solvabilité d'un débiteur à l'égard d'une obligation relative aux actions privilégiées en particulier émises sur le marché canadien, par rapport aux actions privilégiées émises par d'autres émetteurs sur le marché canadien. L'échelle d'évaluation canadienne est entièrement déterminée par l'échelle d'évaluation mondiale applicable et aucun critère analytique supplémentaire n'est associé à l'établissement des notes selon l'échelle canadienne. Les notes BBB et BBB- attribuées aux actions privilégiées selon l'échelle mondiale correspondent aux notes P-2 et P-2(bas), respectivement, attribuées aux actions privilégiées selon l'échelle canadienne.

La perspective évalue la direction potentielle à moyen terme (généralement jusqu'à deux ans) d'une note attribuée à une dette à long terme. Afin d'établir une perspective, on tient compte des changements survenus dans la conjoncture économique et/ou les données fondamentales d'une entreprise. Une perspective positive ou négative ne présage pas nécessairement un changement de note futur ou une mise sous surveillance future.

La perspective « stable » signifie que la note est peu susceptible de changer.

b) Moody's Investors Service (« Moody's »)

Moody's utilise diverses échelles d'évaluation pour attribuer des notes à des titres à court et à long terme.

Les notes attribuées par Moody's constituent des opinions prospectives concernant le risque de crédit relatif des obligations financières émises par des sociétés non financières, des institutions financières, des véhicules de financement structurés, des véhicules de financement de projets et des entités du secteur public.

Les notes que Moody's attribue aux dettes à court terme sont attribuées à des obligations d'une durée initiale d'au plus 13 mois et reflètent la possibilité de défaillance ou de baisse de valeur d'obligations financières contractuelles et la perte financière prévue en cas de défaillance ou de baisse de valeur. La note P-1 est la plus élevée des quatre catégories d'évaluation utilisées et indique que les émetteurs (ou les institutions qui les soutiennent) ont une capacité supérieure de rembourser les obligations liées aux dettes à court terme.

Les notes que Moody's attribue aux dettes à long terme sont attribuées à des émetteurs ou à des obligations d'une durée initiale d'au moins 11 mois et reflètent la possibilité de défaillance à l'égard d'obligations contractuelles et la perte financière prévue en cas de défaillance. Les obligations notées Aa sont jugées de qualité élevée et assujetties à un très faible risque de crédit. Les obligations notées A sont jugées de qualité moyenne supérieure et assujetties à un faible risque de crédit. Les obligations notées Baa sont jugées de qualité moyenne et assujetties à un risque de crédit modéré et pourraient donc posséder certaines caractéristiques associées aux titres spéculatifs. Moody's ajoute les modificateurs numériques 1, 2 et 3 à chacune des classifications d'évaluation générale allant de Aa à Caa. Le modificateur 1 indique que l'obligation se situe dans la partie supérieure de sa catégorie d'évaluation générale, le modificateur 2, qu'elle se situe au milieu de celle-ci et le modificateur 3, qu'elle se situe dans sa partie inférieure. De plus, l'indicateur (« hyb ») est annexé aux notes des titres hybrides émis par des banques, des assureurs, des sociétés de financement et des maisons de courtage en valeurs mobilières.

Les notes attribuées par Moody's représentent son évaluation de la capacité des entités d'honorer les dettes et obligations assimilables à des dettes non garanties de rang premier rang.

La mention, par Moody's, d'une perspective est une indication de la direction probable que suivra une note à moyen terme.

La perspective « stable » indique qu'une note est peu susceptible de changer à moyen terme.

c) DBRS Limited (« DBRS »)

DBRS a recours à diverses échelles d'évaluation pour attribuer des notes aux dettes à court terme, aux dettes à long terme et aux actions privilégiées. L'approche de DBRS en matière d'évaluation est fondée sur une combinaison de facteurs quantitatifs et qualitatifs.

L'échelle d'évaluation des dettes à court terme de DBRS donne une indication du risque qu'un émetteur ne s'acquitte pas en temps opportun de ses obligations financières à court terme. Les catégories d'évaluation R-1 et R-2 sont assorties des sous-catégories « haut », « moyen » et « bas ». Une obligation notée R-1 (haut) comporte la qualité de crédit la plus élevée et indique que la capacité d'acquitter à échéance les obligations financières à court terme est exceptionnellement élevée et n'est pas susceptible d'être défavorablement touchée par des événements futurs.

L'échelle d'évaluation des dettes à long terme de DBRS donne une indication du risque de défaillance, c'est-à-dire le risque qu'un émetteur ne s'acquitte pas de ses obligations financières conformément aux conditions auxquelles elles ont été contractées. Toutes les catégories d'évaluation, sauf AAA et D, sont également assorties des sous-catégories « (haut) » et « (bas) ». L'absence d'une telle sous-catégorie indique que la note se situe dans le milieu de la catégorie. La qualité du crédit des obligations financières à long terme notées AA est supérieure et la capacité de paiement est considérée comme élevée; la qualité du crédit diffère de celle des titres notés AAA dans une faible mesure seulement. Il est peu probable que ces obligations financières à long terme soient considérablement vulnérables aux événements futurs. La qualité du crédit des obligations financières à long terme notées A est bonne, mais inférieure à celle des obligations financières à long terme notées AA et leur capacité de paiement est considérée comme solide. De plus, ces obligations peuvent être vulnérables aux événements futurs, mais elles sont assorties de facteurs négatifs exprimant une réserve qui sont jugés gérables.

L'échelle d'évaluation des actions privilégiées de DBRS est utilisée sur le marché canadien des titres et exprime une opinion sur le risque qu'un emprunteur ne s'acquitte pas de ses obligations relatives aux dividendes et au capital conformément aux modalités d'émission des actions privilégiées visées. Chaque catégorie d'évaluation est assortie des sous-catégories « haut » et « bas ». L'absence de sous-catégorie indique que la note se situe dans le milieu de la catégorie. La note Pfd-2 indique généralement une bonne qualité de crédit.

La tendance dont une note est assortie indique la direction que pourrait prendre la note, selon DBRS Morningstar, si les circonstances à ce moment-là persistent.

La tendance « stable » indique une plus faible probabilité que la note change dans l'avenir comparativement à une note assortie d'une tendance positive ou négative.

d) Fitch

Fitch publie des opinions sur une variété d'échelles.

Les notes attribuées à une obligation ou à la dette à court terme d'un émetteur sont fondées sur la vulnérabilité à la défaillance de l'entité et se rapportent à la capacité d'acquitter les obligations financières conformément à la documentation qui régit l'obligation en question. Pour les banques, « à court terme » signifie généralement au plus 13 mois. La note F1+ indique la qualité de crédit à court terme la plus élevée. Le suffixe « + » dénote une qualité de crédit exceptionnellement solide.

Les entités notées dans un certain nombre de secteurs, y compris les sociétés financières et non financières, se voient généralement attribuer des notes qui constituent une opinion sur la vulnérabilité relative d'une entité au non-respect d'obligations financières (*Default Ratings*). La note AA indique que la qualité de crédit est très élevée et que le risque de défaillance prévu est très faible. La note A indique que la qualité de crédit est élevée et que le risque de défaillance prévu est faible. Fitch peut ajouter aux notes le modificateur « + » ou « - » afin d'indiquer leur position relative au sein des principales catégories d'évaluation.

La perspective indique la direction probable que suivra une note sur une période d'un à deux ans. Elle rend compte de tendances, financières ou autres, qui ne sont pas parvenues ou qui ne se sont pas maintenues à des niveaux qui justifient une modification de la note, mais une modification de la note est possible si de telles tendances se maintiennent. Une perspective positive ou négative à l'égard d'une note ne signifie pas nécessairement que la note sera modifiée.

La perspective « négative » signale une tendance à la baisse sur l'échelle de notation.